

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Ministère du Logement du Cadre  
de Vie et de l'Environnement

Grand Ecosystème Marin  
du Golfe de Guinée

**- Côte d'Ivoire -  
Profil environnemental  
de la zone côtière**

1997

**Ceda** Centre pour l'environnement et le développement en Afrique

# SOMMAIRE

## PREFACE

### INTRODUCTION

#### DONNÉES DE BASE

## 1. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

1.1 Description et dimension de l'aire d'étude

1.2 Climat

1.3 Géomorphologie

1.4 Géologie

1.5 Sols 12

1.6 Hydrologie

1.6.1. Ressources en eau

1.6.2. Extraction d'eau

1.7 Océanographie

1.8 Facteurs de risques naturels

## 2. RESSOURCES NATURELLES DE BASE

2.1 Ressources minérales

2.1.1. Pétrole et gaz

2.1.2. Minerais

2.2 Ressources énergétiques

2.3. Faune

2.3.1. Pêche et aquaculture

2.3.2 Autres espèces

2.4 Flore

2.5 Ecosystèmes spéciaux

2.5.1. Forêts de mangrove, marais et marécages

2.5.2. Estuaires/Lagunes

2.5.3. Plages

2.5.4. Autres écosystèmes terrestres spéciaux

## 3. ENVIRONNEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

3.1 Population

3.2 Economie

3.2.1. Produit intérieur brut

3.2.2. Agriculture

3.2.3. Sylviculture

3.2.4. Pêches

3.2.5. Elevage

3.2.6. Principales industries

3.2.7. Tourisme

3.2.8. Commerce

3.3 Conditions de logement

3.4 Conditions de santé

## 4. SYSTÈMES PHYSIQUES

4.1 Etablissements, utilisation des terres et la mer

4.1.1. Urbanisation et établissements humains

- 4.1.2. Occupation du sol
- 4.1.3. Utilisation de la mer
- 4.2 Transport
- 4.3 Approvisionnement en eau
- 4.4 Assainissement
- 4.5 Déchets solides
- 4.6 Fourniture d'énergie

## 5. PRINCIPAUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX DE LA ZONE CÔTIÈRE

- 5.1 pollution aquatique
- 5.2 Indices de pollution fécale
- 5.3 Gestion des déchets solides
- 5.4 Erosion côtière
- 5.5 Dégradation de la forêt

## 6. TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET INSTITUTIONS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

- 6.1 Législations environnementales
- 6.2 Traités et conventions internationales
- 6.3 Institutions impliquées dans la gestion de l'environnement

## 7. STRATÉGIES

- 7.1 Etude d'Impact Environnemental
- 7.2 Dispositions du décret
- 7.3 Sites soumis à l'EIE
- 7.4 Rôles et responsabilités

## 8. PRIORITÉS GOUVERNEMENTALES

- 8.1 Contexte général
- 8.2 Actions prioritaires
  - 8.2.1. Réglementation et institutions
  - 8.2.2. Recherche, éducation et sensibilisation en matière d'environnement
  - 8.2.3. Développement urbain
  - 8.2.4. Gestion de la zone côtière
  - 8.2.5. Préservation de la biodiversité
  - 8.2.6. Gestion intégrée des ressources en eau
  - 8.2.7. Gestion des ressources énergétiques
  - 8.2.8. Gestion de l'information environnementale

## BIBLIOGRAPHIE

## ANNEXES

## PREFACE

Le profil côtier permettra, j'en suis certain, au large public de connaître sous un jour nouveau cette partie du territoire ivoirien considérée comme l'interface des relations avec le monde. A cet égard, la zone littorale, mérite d'être suivie comme la prunelle des yeux, parce qu'elle est un milieu divers et délicat dont le maintien de l'équilibre entre les différents systèmes qui caractérisent sa spécificité constitue un défi qui interpelle chacun de nous.

Les études techniques sont d'un apport appréciable pour tout ce qui intéresse un temps soit peu nos côtes, d'autant plus qu'elles comblent un vide malheureusement trop longtemps entretenu. C'est un handicap majeur qui vient d'être aplani. Tous les groupes socioprofessionnels auront dorénavant à leur disposition toutes les données physiques, écologiques, économiques et sociales pour rectifier ou initier leurs investissements sur des bases scientifiques fiables. J'espère que d'autres ouvrages viendront de façon périodique actualiser les connaissances du lecteur car les écosystèmes côtiers tropicaux résistent mal aux changements climatiques amorcés depuis peu à l'échelle planétaire.

Ce profil côtier a été réalisé dans le cadre de la mise en œuvre du projet Grand Ecosystème Marin du Golfe de Guinée. Que les responsables des organismes tels que l'ONUDI, la NOAA, le PNUE et le PNUD ainsi que les différents Ministères techniques ivoiriens trouvent ici l'expression de mes sincères remerciements pour le soutien franc et résolu qu'ils apportent au projet.

Au terme de ce travail, je suis très heureux de rendre un vibrant hommage au Coordonnateur Régional du Projet, Monsieur le Professeur Chidi Ibe, qui a fait profiter de ses vastes connaissances et s'est surtout évertué à créer et à entretenir cette atmosphère d'amitié et de convivialité entre les différents experts au cours de leurs travaux. C'est pour moi l'occasion de lui témoigner toute ma reconnaissance et toute ma gratitude. Car c'est sur son impulsion qu'a été amorcée la mise en place du profil côtier il y a environ 14 mois. Le thème proposé est un sujet d'actualité qui concerne la gestion des activités économiques et leurs répercussions sur l'environnement sensu-lato. Ce sujet me donne l'occasion d'aborder les interactions entre les différents aspects des problèmes environnementaux impliquant ainsi les spécialistes de divers bords dans un même forum de discussions.

Je n'oublie pas évidemment le Directeur de l'environnement, le Dr Kadio Ahossane, qui a assumé la coordination des travaux et continue de suivre avec beaucoup d'attention la mise en œuvre des différentes composantes du Projet.

La réalisation effective de ce travail a été confiée à deux chercheurs nationaux du Centre de Recherches Océanologiques qui sont le Docteur Jacques Abé, responsable du Département de l'Environnement, et Mme Nasséré Kaba alors responsable du Département de l'Information Scientifique et Technique. Ces chercheurs appartenant au même Département depuis de nombreuses années, ont naturellement mis leurs expériences à contribution pour produire un document de bonne facture, facile à lire et à la portée de tous. Ils ont veillé minutieusement à la présentation de ce travail. Grâce à leur abnégation le document du profil côtier est devenu une réalité, qu'ils en soient remerciés.

Il n'est rien de plus reconfortant et de plus naturel que de se permettre un retour en arrière et de s'apercevoir que sans le concours désintéressé de beaucoup, on n'en serait sûrement pas arrivé au bout de sa tâche. C'est pourquoi, je ne saurais terminer ces propos, sans adresser mes remerciements à tous ceux qui prirent une part importante dans l'élaboration de cette étude. notamment les membres du bureau de coordination du projet et les structures

techniques ivoiriennes à qui je rends hommage. Il s'agit du Centre National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG), du Centre Universitaire de Recherches et d'Application en Télédétection (CURAT), du Haut Commissariat à l'Hydraulique (HCT), de l'Institut National des Statistiques (INS), de l'Université de Cocody et d'Abobo-Adjamé, de la Direction du Plan, de la Division des Affaires Maritimes du Port (DAMP), des organes de presse, de la Direction de l'Eau, de la Banque Africaine de Développement (BAD), du Bureau National d'Etudes et des Travaux (BNETD/CCT), du Département des Etudes Maritimes du Port, du Ministère de la Santé Publique, du Ministère du Plan et de l'Industrie et de certaines Organisations Non Gouvernementales.

A toutes ces institutions il faut ajouter les entreprises privées qui sont restées aux côtés des experts et leur ont fourni les informations nécessaires à la rédaction de ce document.

Je rappelle par ailleurs, que le profil côtier ne verra son application effective qu'à la suite de l'application du Plan National de Gestion des Zones Côtières qui constitue l'instrument véritable de gestion du littoral ivoirien.

**M. Albert Kacou TIAPANI**

Ministre du Logement, du Cadre de Vie et de l'Environnement

## INTRODUCTION

L'établissement du profil littoral de la Côte d'Ivoire a conduit les experts nationaux à conforter un ensemble de connaissances de base indispensables pour appréhender dans sa globalité multidisciplinaire la notion d'environnement marin littoral, à comprendre et évaluer les évolutions naturelles ou provoquées des systèmes côtiers, à élaborer des démarches de gestion prédictives de ces écosystèmes et des aménagements conçus pour leur exploitation rationnelle.

La publication de ce document est à mettre à l'actif du Projet EG/RAF/92/G34 de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), financé par le Fonds Mondial pour l'Environnement Mondial (FEM) et intitulé " *Contrôle de la Pollution de l'eau et Conservation de la Diversité Biologique dans le Grand Ecosystème Marin du Golfe de Guinée*". Par sa composante "ICAM" le projet met à la disposition des scientifiques et des acteurs du développement, confrontés à des problèmes d'aménagement et de gestion du littoral, un ensemble de données de base leur permettant de rechercher les informations et les collaborations nécessaires à une approche intégrée en vue d'une résolution concertée de situations pouvant se présenter dans le domaine côtier.

C'est la réponse aux préoccupations des pays de la sous-région concernant la forte croissance des populations littorales et la détérioration inhérente de l'environnement marin. Ces pays qui ont ratifié un certain nombre de conventions et de protocoles sous-régionaux et internationaux sont prêts à prendre des initiatives nouvelles pour l'assainissement et la gestion sensu lato du littoral qu'ils partagent.

Le présent document sera suivi d'un plan de mise en œuvre à soumettre à l'approbation du Gouvernement.

# DONNÉES DE BASE SUR LA COTE D'IVOIRE

## Le climat

Le climat tropical humide est la zone de transition entre le climat équatorial humide du Sud et climat tropical sec.

### Température

|           |           |
|-----------|-----------|
| moyenne : | 24 à 28°C |
| maximum : | 36 à 37°C |
| minimum : | 22 à 28°C |

## Humidité

Près de 80% dans le sud

## Précipitations

|                     |                                |
|---------------------|--------------------------------|
| Moyenne annuelle :  | 2000 mm                        |
| Saison des pluies : | Avril-Juillet<br>Sept-Novembre |

## Vents

Harmattan et Mousson

## Les ressources

|   |  |
|---|--|
| La population du pays :                     | 13.500.000 habitants                                       |
| La population de la zone côtière :          | > 4 000 000 hts  |
| La superficie du Pays . ... . :             | 322 462 km <sup>2</sup>                                    |
| La superficie terrestre . ... . :           | 318 000 km <sup>2</sup>                                    |
| La superficie de la zone côtière terrestre: | 32 960 km <sup>2</sup>                                     |
| La superficie du plateau continental :      | 12 200 km <sup>2</sup>                                     |
| La superficie de la zone côtière :          | 45 160 km <sup>2</sup>                                     |
| La longueur du littoral . ... . :           | 566 km   |
| Les zones écologiques . ... . :             | Forêts tropicales humides, Lagunes,<br>Forêts de mangroves |

Les types de sols : sols ferrallitiques, sols ferrugineux hydromorphiques et sols sur roches mères

## Eau douce

|               |                    |
|---------------|--------------------|
| De surface :  | 39 km <sup>3</sup> |
| Souterraine : | 38 km <sup>3</sup> |

## L'agriculture

Principaux produits alimentaires (mT/an) (1989)

|              |           |
|--------------|-----------|
| Céréales :   | 1.195.000 |
| Tubercules : | 2.370.000 |
| Maniocs :    | 1.300.000 |

Principales cultures industrielles (mT/an)

|        |         |
|--------|---------|
| Café : | 265.000 |
| Cacao  | 750.000 |

Produits chimiques agricoles (mT/an)

|  |                        |
|--|------------------------|
| Emploi d'engrais :                           | 47.580                 |
| Emploi de pesticides :                       | 6.000                  |
| Approvisionnement en eau pour l'irrigation : | 700 million m3/an      |
| Bétail (tête/an) (1988-1989) :               | 28.351.000             |
| Pêche (mT/an)                                |                        |
| Prises:                                      | 177.700                |
| Consommation . :                             | 250.000                |
| Forêt et végétation (1990)                   |                        |
| Superficie totale :                          | 2,5 à 3,1 million d'ha |
| Production totale de bois :                  | 12 564 000 m3          |
| La production de bois et de charbon de bois: | 9 751 m3               |
| Production de bois industriel :              | 2 903 000 m3           |

## **Industrie, Energie et Infrastructures**

Principales industries

Tourisme, conserverie alimentaire, montage de machines, sidérurgie et menuiserie, textile.

### **Energie**

La production d'électricité 2 557  
GWH

Transport

Les routes

52 000 km

Les ports

2

Les aéroports

3+

Les chemins de fer

1

### **Economie**

PIB total (1986) : 3 244,3 Milliards de FCFA

PIB total (1991) : 26 902

PIB/Capita (1986) : 312 000 FCFA

PIB/Capita (1991): 211 800 FCFA

Les secteurs comme pourcentage du PIB

Agriculture 29,3% - 28,8%

Les produits alimentaires 14,0% - 19,1%

Les cultures industrielles 13,1% - 8,5%

Industrie 19,5% - 17,1%

Conserveries alimentaires 4,7% - 4,5%

Services: 54,7% - 39,8%

Administration Publique 1 0,5% - 10,7%

Export 2,8 Milliard \$ USA

Import 2,06 Milliard \$ USA

Aide au développement: 689 Million \$ USA

### **La santé et Education**

|  |                                |
|--|--------------------------------|
| Taux de natalité/1000 (1990)                         | 49                             |
| Taux de mortalité/1000 (1990)                        | 13                             |
| Taux de mortalité infantile/1000 naissance (1990)    | 94                             |
| Espérance de vie                                     | 57.3 ans                       |
| Population ayant accès au service de santé (1991)    | rurale 11% ; urbaine 61%       |
| Population connecté au réseau de canalisation (1988) | rurale 20% ; urbaine 75%       |
| Population ayant accès à l'eau potable (1988)        | rurale 75% ; urbaine 85 à 100% |
| Taux de scolarisation (1992)                         | 73% de la population totale    |
| Taux d'alphabétisation                               | 54% de la population totale    |

### **Problèmes environnementaux majeurs de la zone côtière**

Déforestation, Dégradation des sols, Eutrophisation, Envasement, Erosion côtière,  
Pollution urbaine; destruction des forêts de mangroves.  
Pollution des eaux conduisant à l'eutrophisation, gestion des déchets solides.

# LE PROFIL DE LA ZONE CÔTIÈRE IVOIRIENNE

## 1. Environnement physique

### *1.1. Description et dimension de l'aire d'étude*

Délimitée par des latitudes 4° et 5°30 Nord et longitudes 2°25 et 7°30 Ouest, la zone côtière ivoirienne s'étend sur une superficie de 32 960 km<sup>2</sup>. Le littoral s'étire du Cap des Palmes (Libéria) dans l'Ouest au Cap des Trois Pointes (Ghana) à l'Est sur près de 600 km. (Fig. 1).

La zone côtière est une plaine basse, souvent marécageuse, étroite dans l'Ouest; elle s'accroît vers l'Est et développe un vaste système de lagunes.

Le littoral, orienté OSO-ENE, est divisé en trois secteurs :

Le secteur Tabou-Sassandra -Fresco (230 km)

C'est une côte mixte, rocheuse et sablonneuse, orientée à 70° en moyenne. Elle est composée de granites et de migmatites dans les falaises qui atteignent directement l'océan, en alternance avec des criques comme à Grand-Béréby, Monogaga, et San Pedro.

Le secteur Fresco - Vridi - Port -Bouët (190 km)

Il observe une orientation moyenne de 81°; la côte, sablonneuse et rectiligne depuis Fresco, est interrompue seulement par l'embouchure de Grand-Lahou (fleuve Bandama) et le canal artificiel de Vridi.

Le secteur Port - Bouët - Frontière du Ghana (100 km)

Il est orienté à 101° et est situé après le point de changement important de direction du littoral (survenant au niveau du "Trou sans fond" dans la baie de Port-Bouët). Il est caractérisé par une côte presque rectiligne interrompue par l'intermittente passe de Grand-Bassam (embouchure du Comoé) et la passe permanente d'Assinie.

Dans les deux derniers secteurs côtiers, de Fresco à la frontière du Ghana les sédiments sont composés de sables argileux et de sables que l'on rencontre depuis les haut-plateaux, les bas-plateaux jusqu'au plateau continental entre lesquels quatre unités de lagunes sont développées : la petite lagune de Fresco (N'gni), le système lagunaire de Grand-Lahou (les lagunes Tadio, Makey, Tiégba), le système Ebrié et ses extensions (Aghien, et Potou) et le système Aby-Tendo-Ehy qui marque la frontière du Ghana. Les trois systèmes principaux de lagunes communiquent par des canaux artificiels qui permettent la navigation sur plus de 300 km : le canal d'Azagny entre Ebrié et Tiégba, le canal d'Assinie entre Ebrié et Aby. A l'exception des lagunes Brakré et Hébé toutes les lagunes sont plus ou moins saumâtres.

*Figure 1 : Carte administrative des régions côtières*

## 1.2. Climat

(missing)

Il est caractérisé par un climat de type équatorial avec 4 saisons (Fig. 2) :

- une grande saison pluvieuse d'Avril à Juillet, correspondant à l'ascension du Front Inter Tropical (FIT) et pendant laquelle l'on enregistre les deux tiers de la totalité des pluies annuelles ;
- une petite saison sèche d'Août à Septembre; c'est la saison la plus froide de l'année ;
- une petite saison pluvieuse de Décembre à Mars qui correspond au second passage du FIT;
- une grande saison sèche de Décembre à Mars qui observe cependant quelques pluies. C'est la saison la plus chaude de l'année, particulièrement durant les mois de Février - Mars. En Janvier l'influence de l'Harmattan se fait sentir jusqu'à la côte.

*Tableau 1: Caractéristiques climatiques*

|  | Moyenne Minimum | Annuelle Maximum |
|--|-----------------|------------------|
| Moyenne annuelle des températures (°C) | 24              | 33               |
| Humidité (%)                           | 50              | 80               |
| Précipitation (mm/m2)                  | 1500            | 2300             |
| Insolation (h/j)                       | 100             | 230              |

Tableau 2 : Les vents

|                                  |      |
|----------------------------------|------|
| Vent                             |      |
| Vitesses moyennes (km/h)         | 1.38 |
| Fréquence (%)                    | 45   |
| Durée (h)                        | 6/24 |
| Direction préférentielle du vent | SSO  |

**Fig. 2 : Faciès climatiques**  
(missing)

### 1.3. Géomorphologie

L'ouverture de l'Atlantique, il y a environ cent quarante mille ans a conduit à l'ouverture et l'effondrement du plateau continental, selon un ensemble de niveaux tels que les failles, et à la formation d'un bassin sédimentaire subsident approvisionné par du matériel détritique essentiellement sablo-argileux. La faille principale, dénommée "faille des lagunes" parce qu'elle impose sa direction à l'alignement des lagunes côtières, est orientée dans le sens Est-Ouest. Elle sépare une partie Nord faite de "hauts plateaux" où la couverture sédimentaire est faible (0 m à Anyama jusqu'à 170 m maximum à Abidjan-Locodjro) d'une Sud où l'épaisseur des couches sédimentaires croit de plus en plus du continent vers l'océan (environ 5000 m d'épaisseur).

Si l'on considère la ligne bathymétrique des 120 m comme la limite du plateau continental, alors sa largeur est de 20 km au Cap des Palmes, s'élargit pour atteindre 35 km en face Grand-Lahou, puis 22 km dans la région d'Abidjan où elle est traversée par un important canyon sous-marin ( le trou sans fond) et enfin 24 km à la frontière avec le Ghana.

Sa surface totale est 12.200 km<sup>2</sup>. Ce plateau continental fournit près 60% de la production halieutique, environ 41 million m<sup>3</sup> de gaz par an et connaît un trafic maritime intense.

*Tableau 3 : Caractéristiques du trait de côte*

| Trait de côte            | Caractéristiques  |
|--------------------------|-------------------|
| Longueur de la côte (km) | 566               |
| Largeur moyenne (m)      | 20-30             |
| Ports                    | 2                 |
| Pentes                   | Forte et variable |
| Drainage naturelle       | Bon               |

## **1.4. Géologie**

### ***Le littoral***

Deux unités géologiques composent le littoral :

- A l'Ouest, du Cap des Palmes à Sassandra, le socle est formé de "migmatites, gneiss, amphibolo-pyroxenites, et divers granites (granites, granodiorites), qui sont les formations de comblement du super - groupe (schistes, quartzites, rhyolites, basaltes et andésites). Des filons anciens de dolérites et kimberlites contrastent avec l'orientation OSO-ENE de l'unité. Le socle constituant les falaises est souvent entrecoupé par de petites anses qui excèdent rarement quelques centaines de mètres.
- De Sassandra à la frontière du Ghana, le bassin sédimentaire présente une partie émergée qui représente seulement 2,5% du territoire ivoirien. La côte est bordée de sédiments côtiers des formations du Secondaire et Tertiaire ( sédiments argileux et sableux). Sur le continent, ce sont les formations du super groupe de comblement (conglomérats, grès, schistes); elles sont dans la majorité faites de granodiorites, basaltes, andésites, quartzites et magnésites.

### ***Le plateau continental***

Le plateau continental est assez régulier très peu accidenté avec quelques bancs rocheux. Ces bancs rocheux étroits enfouis sous les sables et vases réapparaissent à 80 - 90 m de fond depuis la zone d'Abidjan jusqu'au Cap des Palmes, à - 66 m de profondeur depuis l'Ouest de Grand-Lahou jusqu'à l'Est de Sassandra, et à 70 - 80 m de profondeur dans la région d'Assinie. La couverture sédimentaire est répartie de la façon suivante : les sédiments siliceux se rencontrent entre 0 et 40 m profondeurs sur l'ensemble du plateau continental; les sédiments organogènes se rencontrent uniquement dans l'ouest où ils sont associés aux bancs rocheux. De l'isobathe 70 à la côte, se trouvent des sables vaseux et des vases sableuses organogènes associés aux algues calcaires.

## **1.5. Sols**

Les sols dans l'aire d'étude sont ferrallitiques (65% de la superficie) et hydromorphes (35% de la superficie et représentés par les fonds lagunaires et les fleuves). A cause de la nature ferrallitique des sols, l'on observe la présence d'aluminium et de fer et autres cations provenant du lessivage des sols. Ainsi ces cations éliminés se retrouvent dans les eaux souterraines qui sont de bonne qualité et généralement acides.(Fig.3).

## 1.6. Hydrologie et hydrogéologie

### 1.6.1. Ressources en eau

Les contributions météoriques représentent environ  $2.000 \times \text{km}^2$  correspondant à une précipitation annuelle moyenne de 2000 mm. La quantité disponible d'eau de surface est peut être estimée à  $25 \times 10^9 \text{ m}^3/\text{an}$  pour la zone côtière.

Deux des fleuves principaux de Côte d'Ivoire aboutissent directement en mer. Les autres transitent par les trois systèmes lagunaires.

Les lagunes se rencontrent sur 60 % du littoral et couvrent environ  $1200 \text{ km}^2$ . La lagune de Grand-Lahou avec  $190 \text{ km}^2$  est la plus petite la moins profonde (la profondeur moyenne est de 3 m).

### *Fig. 3 : Relief* (missing)

La lagune Ebrié avec un volume de  $2,7 \times 10^9 \text{ m}^3$ , a une superficie de  $9,4 \times 10^{10} \text{ m}^2$ . Les apports des précipitations et des flux des fleuves sont estimés respectivement à  $9,5$  et  $1,2 \times 10^6 \text{ m}^3/\text{an}$ . L'évaporation y est estimée à  $0,7 \times 10^9 \text{ m}^3/\text{an}$ . Elle est reliée à la mer par le canal de Vridi et le grau de Grand - Bassam.

La lagune Aby, près de la frontière du Ghana couvre une superficie de  $424 \text{ km}^2$ .

### 1.6.2. Extraction d'eau

Dans la zone côtière la nappe phréatique est peu profonde. Seulement 0,43% du volume total de cette nappe est utilisée ( $37,740 \times 10^6 \text{ m}^3$ ) en Côte d'Ivoire. A Abidjan, seulement  $111 \times 10^6 \text{ m}^3$  d'eau provenant de la nappe est destinée à l'approvisionnement la ville. Les volumes d'extraction pour la seule zone côtière ne sont pas connus.

Par le fait que les volumes d'extraction sont nettement plus faibles par rapport au volume disponible de la nappe phréatique, les problèmes de subsidence ou de surexploitation sont peu probables dans la zone côtière ivoirienne.

Les informations concernant l'intrusion saline et la contamination de la nappe ne sont pas disponibles. Ces problèmes qui pourraient exister dans les communes de Port-Bouet, Marcory et Treichville ne semblent pas être alarmants.

Tableau 4 : Extraction d'eau

|                 | Extraction d'eau           |
|-----------------|----------------------------|
| Abidjan         | 111 000 000 m <sup>3</sup> |
| Autres villes   | 21 000 000 m <sup>3</sup>  |
| Régions rurales | 30 000 000 m <sup>3</sup>  |

## 1.7. Océanographie

### Paramètres océanographiques

La température de l'eau reste supérieure à 20°C toute l'année. La salinité varie peu et elle est comprise entre 34 et 35 g/l. La productivité est en moyenne faible : le phytoplancton est près 500 mg de C/m<sup>2</sup>/jour ; le zooplancton avoisine 50 à 200 mg/m<sup>3</sup> dans les premières centaines de mètres; la biomasse benthique varie entre 10 et 50 g/m<sup>2</sup>.

La marée est de type le semi-diurne à forte inégalité journalière. Les ondes longues provenant du secteur Sud-Sud-Ouest présentent les caractéristiques suivantes à la côte: la période moyenne est de 10 à 11 secondes ; la hauteur significative des houles est située entre 1 m et 1,8 m, avec une moyenne de 1,3 m.

Le spectre de houle devant Abidjan est caractérisé par une mer calme. La période d'agitation survient de juin à août, avec une amplitude moyenne supérieure à 1,8 m. Cette agitation reste faible ou modérée tout le reste de l'année.

Les courants océaniques se résument au courant de Guinée orienté dans le sens Ouest-Est dans les couches superficielles de 20 à 50 m avec des vitesses de 0,3 à 1,1 m/s. Un sous-courant (0,3 à 0,7 m/s) orienté d'Est en Ouest caractérise les couches d'eau de -15 à - 80 m.

La mer de couleur bleu - verdâtre a une transparence atteignant 10 m.

**Figure 4 : Réseau hydrographique**  
(missing)

*Tableau 5: Paramètres physiques de l'eau*

| Paramètre                | Indicateur | Valeur  |         |       |
|--------------------------|------------|---------|---------|-------|
|                          |            | Maximum | Minimum |       |
| Température              | °C         | Surface | 27      | 22    |
| Salinité                 | g/l        | Surface | 35      | 34    |
| Sigma T                  |            | Surface | 1.023   | 1.022 |
| Concentration en oxygène | ml/l       | Surface | 5       | 2,5   |
| Saturation en oxygène    | %          | Fond    | 2,5     | 2,5   |
|                          |            | Surface |         |       |

**1.8. Facteurs de risques naturels**

La zone côtière à l'instar de la Côte d'Ivoire a un sous-sol stable, un relief très peu prononcé et est située en dehors de la trajectoire des cyclones tropicaux. Aussi les catastrophes naturelles n'affectent presque pas l'économie nationale et la vie de tous les jours. Néanmoins, certains éboulements ont été observés ainsi que des inondations et coups de vent très localisés (Tabl.6).

Quelques séismes de faibles amplitudes ont été enregistrés. Le risque le plus préoccupant à moyen terme est l'érosion côtière.

*Tableau 6 : Risques naturels*

**RISQUES NATURELS**

|                     |              |   |
|---------------------|--------------|---|
|                     | Sévère ..... | 1 |
|                     | Modéré ..... | 2 |
|                     | Faible ..... | 3 |
| Facteurs            | Non .....    | 4 |
| Activité volcanique |              | 4 |
| Activité sismique   |              | 3 |

|                               |   |
|-------------------------------|---|
| Inondation                    | 2 |
| Tempêtes, typhons, tsunamis   | 3 |
| Eboulements, coulées de boues | 3 |
| Erosion côtière               | 1 |
| Elévation du niveau de la mer | 3 |

L'érosion côtière est observée en plusieurs endroits sur la côte : à un degré moindre à San Pédro et à Assinie et de façon alarmante à Grand - Lahou, à Abidjan (baie de Port - Bouët) et à Grand - Bassam où les vitesses d'érosion peuvent atteindre 1m / an.

## 2. RESSOURCES NATURELLES DE BASE

Selon la World Resources Institute (WRI), l'alliance mondiale pour la nature, le Fonds Mondial pour la Nature (WWF), le PNUE, l'UNESCO, la diversité biologique ou biodiversité est un terme générique pour désigner le degré de diversité de la nature, qu'il s'agisse de gènes, d'espèces ou d'écosystèmes. On distingue :

- la diversité génétique fait référence à la variation des gènes à l'intérieur d'une espèce ou d'une population donnée.
- la diversité des espèces fait allusion à la variété des espèces à l'intérieur d'une région à sa richesse en espèce. La mesure de cette diversité tient compte de la façon dont les espèces sont étroitement liées entre elles.
- la diversité des écosystèmes. La variation d'écosystème dans un milieu donné.

Les différents écosystèmes de la zone côtière sont :

1. les Mangroves - Marais et Marécages
2. les lagunes - les estuaires et les cours inférieurs des fleuves et rivières
3. les forêts
4. les écosystèmes marins
5. les écosystèmes artificialisés (agricultures)

C'est de ces différents écosystèmes que proviennent les ressources naturelles de base.

### 2.1. Ressources minérales

#### 2.1.1. Pétrole et Gaz

L'extraction de pétrole (Tabl.7) a débuté avec la découverte des gisements le "Bélier et Espoir" au large des côtes du Golfe de Guinée. Ces puits pétroliers qui avaient suscité beaucoup d'espoir ont malheureusement été abandonnés compte tenu de leur faible rentabilité. Bien que la Côte d'Ivoire ne produise pas de pétrole, la "Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)" traite du pétrole brut importé. Une partie approvisionne le marché local et le reste est exporté vers les pays voisins.

Une réserve importante de gaz naturel (22 millions m<sup>3</sup>) va bientôt rentrer en exploitation au large de Jacqueville. Sa production viendra remplacer progressivement la biomasse.

Tableau 7 : Ressources minérales

| Ressource   | Unité                  | Réserve |
|-------------|------------------------|---------|
| Pétrole     | million tonne          | 16      |
| Gaz associé | million m <sup>3</sup> | 22      |
| Gaz naturel | million m <sup>3</sup> | 100     |

#### 2.1.2. Minerais

Les extractions officielles concernent l'or et les matériaux de construction (blocs de pierre, sable, galets et graviers, argile de céramique). Dans la région de Grand - Bassam (mines d'Afema) les extractions produisent 800.000 tonnes de minerais contenant 3.200 kg d'or c'est-à-dire 4 g/tonne. Parallèlement à ces activités se développe une importante activité clandestine autour de l'or et du sable.

### 2.2. Ressources énergétiques

- La biomasse - Energie : La biomasse représente 73% de la consommation totale d'énergie. Il comprend le bois de chauffe, le charbon et les rejets industriels et agricoles. Environ 87% des

ménages ivoiriens utilisent du bois de chauffage ou charbon à raison de 2 kg de charbon ou 4,6 kg de bois de chauffe par jour. Près de 80% de la consommation totale annuelle de charbon (610.000 tonnes équivalent pétrole - TEP) est consommé à Abidjan (Tabl. 8).

- L'énergie fossile (voir 2.1.1. Pétrole et gaz) : l'énergie fossile est essentiellement employée dans le secteur du transport (550 TEP), la production d'électricité (163 TEP), l'industrie (97 TEP), les ménages (75 TEP), la pêche et l'agriculture (42 TEP) et le secteur tertiaire (9 TEP).

- Hydroélectricité : la production de ressources hydroélectriques est estimée à  $12 \times 10^9$  Wh pour le pays entier.

- L'énergie solaire : le soleil est meilleur en saison sèche qu'en saison pluvieuse (par exemple : 13400 cal/cm<sup>2</sup> en avril en comparaison avec 9700 cal/cm<sup>2</sup> en août à Abidjan). Bien que les conditions soient considérées satisfaisantes, il n'y a aucun développement important concernant les installations solaires.

- L'énergie éolienne : la vitesse moyenne de vent est basse (entre 1 et 3 m/s selon la saison et la région avec des pics à plus que 40 m/s en période de tornade). Il existe quelques systèmes d'énergie presque tous hors d'usage.

- Energie marémotrice et énergie thermique : Abidjan est un des meilleurs sites au monde pour ce type d'énergie, mais les études menées dans les années 70 n'ont pas abouti à des projets opérationnels.

- Energie thermique : les stations de Vridi I et de Vridi II sont actuellement opérationnelles.

*Tableau 8 : Ressources énergétiques*

| Ressources       | Puissance potentielle (KWh/an)                          |
|------------------|---|
| Hydroélectricité | 12 000 000 pour l'ensemble du territoire                |
| Eolienne         | inexistante   |
| Marémotrice      | inexistante   |
| Biomasse         | 5.1 x 10 <sup>6</sup> TEP pour l'ensemble du territoire |

## **2.3. Faune**

### **2.3.1. Pêche et Aquaculture**

En Côte d'Ivoire environ 250 000 tonnes/an de poissons sont consommées, (Tableau 9) mais seulement 130 000 tonnes/an (30 000 tonnes provenant de la pêche continentale; 100.000 tonnes provenant des pêcheries côtières y compris la pêche artisanale et la pêche industrielle) représentent la production nationale. Plus de 70% de la production totale de poisson provient des eaux côtières, et plus de 100.000 tonnes de poisson sont importés. L'aquaculture dans la zone côtière est pratiquée essentiellement dans les eaux lagunaires et sa production (38 tonnes/an) est incluse dans les pêcheries côtières.

Etant donné que le poisson représente la source principale de protéine et de revenu pour les populations riveraines et qu'il fournit plus de 30% de toute protéine animale consommée en Côte d'Ivoire, ces ressources gagneraient à être bien gérées.

*Tableau 9 : Production des pêches*

| Pêche industrielle | Tonnes |
|--------------------|--------|
| Chalutiers         | 7 350  |
| Senneurs           | 23 392 |
| Thoniers           | 14 816 |
| Crevettiers        | 139    |

|                    |         |
|--------------------|---------|
| Total              | 45 697  |
| Pêche artisanale   |         |
| Pêche en mer       | 14 000  |
| Pêche en lagune    | 12 000  |
| Pêche continentale | 18 000  |
| Total              | 44 000  |
| Aquaculture        | 350     |
| Production totale  | 90 047  |
| Consommation       | 220 000 |

### 2.3.2. Autres espèces

Beaucoup d'oiseaux, de mammifères, de reptiles, d'insectes et d'espèces de poissons vivent dans les différents écosystèmes de la zone côtière. Certains parmi eux sont particuliers au pays. Ce sont les éléphants, les buffles, les singes, les crocodiles, les tortues de mer, les hippopotames, les lamantins, etc ...

Tableau 10 : Statistique de pêche en Côte d'Ivoire

|                | 1986  | 1987   | 1988  | 1989  | 1990  | 1991  | 1992  | 1993  | 1994  | 1995  |       |       |      |
|----------------|-------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| POP. EN 1000   |       |        |       | 10038 | 10420 | 10816 | 11260 | 11717 | 12187 | 12672 | 13032 | 13528 |      |
|                |       | 14229  |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| HABITANTS      |       |        |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| PECHE          |       |        |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| INDUSTRIELLE   |       |        |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| CHALUTIÈRE (1) |       |        |       | 8337  | 6903  | 4130  | 3189  | 3924  | 4405  | 4639  | 4324  | 4193  | 4573 |
| SARDINIÈRE (2) |       |        |       | 40414 | 34573 | 24787 | 28831 | 34870 | 29857 | 34584 | 24690 | 23745 |      |
|                |       |        |       | 20997 |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| THONIÈRE       | 8625  |        |       | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -     |      |
| CREVETTIÈRE    |       |        |       | 423   | 365   | 463   | 385   | *     | *     | *     | *     | *     | *    |
| - Crevettes    | *     | *      | *     | *     | *     | *     | 388   | 189   | 171   | 168   | 176   | 196   |      |
| - Poissons (3) | *     | *      | *     | *     | *     | *     | *     | 818   | 594   | 319   | 351   | 243   | 425  |
| TOTAL          |       | 57799  | 41841 | 29380 | 32405 | 40000 | 35045 | 39713 | 29533 | 28357 | 26191 |       |      |
| PECHE          |       |        |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| ARTISANALE     |       |        |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| MARITIME       | 15000 | 15000  | 16000 | 18000 | 20000 | 30000 | 32000 | 26813 | 30017 | 32663 |       |       |      |
| LAGUNAIRE      | 12000 | 12000  | 12000 | 13000 | 14000 |       |       |       |       |       |       |       |      |
| CONTINENTALE   | 21000 | 21000  | 21000 | 25000 | 21000 | 21401 | 15404 | 13477 | 15604 |       |       |       |      |
|                |       |        |       | 11335 |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| TOTAL (4)      | 48000 | 48000  | 49000 | 56000 | 55000 | 51401 | 47404 | 40290 | 45621 | 43998 |       |       |      |
| AQUACULTURE    | 500   | 145    |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| - Lagunaire    | *     | *      | 80    | 58    | 30    | 307   | 224   | 273   | 38    | 175   |       |       |      |
| - Continental  | *     | *      | *     | *     | *     | 20    | 20    | 78    | 78    | 162   |       |       |      |
| TOTAL (5)      | 500   | 145    | 80    | 58    | 30    | 327   | 244   | 351   | 116   | 337   |       |       |      |
| TOTAL PRODUCT. |       | 106299 |       | 89986 | 78460 | 88463 | 95030 | 86773 | 87361 | 70174 |       |       |      |
|                |       | 74094  | 70526 |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| NATIONALE      |       |        |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| FARINE DE      | 2665  | 3717   | 3117  | 2945  | 3000  | 4631  | 5689  | 3493  | 6950  | 7829  |       |       |      |
| POISSON        |       |        |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| EXPORTATION    |       |        |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| CONSERVE DE    |       | 22693  | 29360 | 31564 | 38294 | 41382 | 47248 | 35393 | 49942 | 43551 |       |       |      |
|                |       | 57062  |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |
| THON           |       |        |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |      |

1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995

|                 |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
|-----------------|--------|-------|--------|-------|--------|-------|--------|-------|--------|-------|
| CREVETTES 548   | 663    | 319   | 652    | 628   | 557    | 694   | 555    | 784   | 488    |       |
| CONGELÉS        |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| POISSONS, *     | *      | *     | *      | *     | *      | *     | 268    | 358   | 2956   |       |
| FILLET,         |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| CEPHALOP        |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| POISSON FUMÉ    | *      | *     | *      | *     | *      | *     | *      | *     | 26     | 94    |
| HUILE DE *      | *      | *     | *      | *     | *      | *     | *      | 11    | 11     |       |
| POISSON         |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| FARINE DE *     | *      | *     | *      | *     | *      | 1655  | 2464   | 3569  | 1804   |       |
| POISSON         |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| TOTAL           | 23241  | 30023 | 31883  | 38946 | 42010  | 47805 | 38042  | 53229 | 48299  | 62116 |
| IMPORTATION     |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| POISSON         | 106924 |       | 103838 |       | 140428 |       | 153265 |       | 138641 |       |
|                 | 114613 |       | 126566 |       | 130484 |       | 94299  |       | 147289 |       |
| CONGELÉ (6)     |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| THON CONGELÉ    | 38449  | 42836 | 48425  | 51436 | 56239  | 56056 | 64376  | 73176 | 70279  |       |
|                 | 77104  |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| IMPORTÉ         |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| FAUX THON (7)   | *      | *     | *      | *     | *      | *     | *      | 5839  | 5000   | 2982  |
| AUTRES *        | *      | *     | *      | *     | *      | *     | *      | 563   | 639    |       |
| PRODUITS        |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| TOTAL           | 145373 |       | 146674 |       | 188853 |       | 204701 |       | 194880 |       |
|                 | 170669 |       | 190942 |       | 209499 |       | 170141 |       | 227908 |       |
| (1+2+3+4+5+6+7) |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| TOTAL CONSOM.   | 204175 |       | 193459 |       | 218425 |       | 241343 |       | 233283 |       |
|                 | 201197 |       | 213756 |       | 206329 |       | 173217 |       | 220601 |       |
| NATIONALE       |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| CONSOMMATION    | 20     | 19    | 20     | 21    | 20     | 17    | 17     | 16    | 13     | 16    |
| T/HAB/AN        |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| TAUX DE         | 52     | 47    | 36     | 37    | 41     | 43    | 41     | 34    | 43     | 32    |
| COUVERT.        |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |
| GLOBALE %       |        |       |        |       |        |       |        |       |        |       |

Source : Direction des pêches/Minagra (Unité/Quantité en tonnes)

\* Données non disponible

- Pas de données

TAUX DE COUVERTURE GLOBALE (T.C.G)

CONSOMMATION

T/HAB/AN/AN (C.T/HAB/AN)

TOTAL CONSOMMATION NATIONALE (T.C..N)

TOTAL

CONSOMMATION NATIONALE (T.C.N)

TOTAL PRODUCTION NATIONALE (T.P.N)

POPULATION EN

1000 HABITANTS (P)

$$\text{T.C.G} = \frac{\text{T.P.N}}{\text{T.C.N}} \times 100$$

$$\text{C.T/HAB/AN} =$$

## 2.4. Flore

Tableau 11 : Couverture forestière littorale

|                     |     |
|---------------------|-----|
| Forêts km2          | %   |
| Forêts marécageuses | 15% |

|                                |      |
|--------------------------------|------|
| Forêt de mangrove              | 2%   |
| Forêt humide sempervirente     | 20%  |
| Forêt clairsemée               | 40%  |
| Plantations de type industriel | 15%  |
| Forêts et zones agricoles      | 8%   |
| Total                          | 100% |

Les plages sableuses sont bordées par des herbes résistantes à l'eau de mer et suivie par une végétation littorale (Tabl. 10). Immédiatement après vient la forêt dense dans laquelle on dénombre 700 espèces d'arbres avec 130 essences précieuses. Soixante-dix essences sont actuellement exploitées (acajou, sipo, avodiré, niangon, samba, irokho, tiama, etc ...). Quarante-vingt-dix espèces de plantes endémiques ont été identifiées dont 59 sont menacées de disparition et donc rares.(Fig. 5).

## **2.5. Ecosystèmes spéciaux**

### ***2.5.1. Forêts de mangroves, marais et marécages.***

On les rencontre en association. Ils fournissent un habitat permanent pour une gamme d'animaux aquatiques et terrestres et fonctionnent comme des nurseries pour le stade juvénile de beaucoup de poissons et de crustacés de grande valeur commerciale. Les mangroves sont bien connues pour leur aptitude à stabiliser les lignes de rivage en les protégeant de l'érosion et de leur disparition. Il n'existe plus que 140 km de forêt de mangrove naturelle. Mais il y a aussi deux parcs nationaux protégés (Azagny et Iles Ehotilé respectivement 190 km et 105 km) qui renferment des mangroves et des forêts marécageuses.(Fig. 6).

### ***2.5.2. Estuaires/Lagunes.***

Bien que différentes, les deux écosystèmes sont principalement liés au degré d'apport d'eau douce, ils constituent des systèmes écologiquement comparables.

Les 1200 km<sup>2</sup> de lagune fournissent un habitat pour de nombreuses espèces de poissons, et servent de nurseries pour des espèces marines et côtières. Elles constituent des sanctuaires importants pour des oiseaux locaux et migrateurs. Cet environnement protégé a constitué jadis un pôle d'attraction pour les installations humaines et aujourd'hui sert à la navigation, à la pêche, à l'aquaculture, au tourisme et aussi de réceptacles pour les eaux usées domestiques et industrielles.

Pour une meilleure gestion, la pêche collective est interdite en lagune Ebrié, tandis qu'en lagune Aby elle est réglementée.

### ***2.5.3. Les plages.***

Ce sont des milieux dynamiques, constamment sujets à l'érosion ou accrétion. Les matériaux détritiques qu'on y rencontre ont une granulométrie qui varie depuis les galets jusqu'au sable fin. Ecologiquement, les plages constituent des habitats pour une gamme d'espèces d'animaux fouisseurs, notamment les crustacés et mollusques et sont des abris et des lieux de résidence pour un certain nombre de reptiles et d'oiseaux.

Le paysage côtier comprend 366 km de plages de sable, 200 km de côtes rocheuses et semi-rocheuses.

#### 2.5.4. Autres écosystèmes terrestres spéciaux.

Outre les parcs nationaux d'Azagny et les îles Ehotilé, il y a le parc national du banco inclus dans la commune urbaine d'Abidjan avec une superficie de 30 km<sup>2</sup> de forêt tropicale humide. Une réserve botanique a été créée entre Grand - Bassam et Adiaké et elle couvre 44 km<sup>2</sup> (réserve botanique de N'ganda).

Figure 5 : Carte des végétations des régions littorales  
(missing)

Figure 6 : Les écosystèmes spéciaux  
(missing)

### 3. ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

#### 3.1. Population

La population urbaine côtière est estimée à 4 millions d'habitants répartis entre Abidjan, Grand-Bassam, Grand-Lahou, Sassandra, San-Pédro et Tabou. Cette population devrait croître pour atteindre 9 000 000 d'habitants vers les années 2015. (Fig.7).

La croissance urbaine de la population est de moins en moins due à l'exode rurale et de plus en plus due à la fertilité rurale et à l'immigration.

Pour l'ensemble du pays, le taux de natalité a diminué de 5,3% (en 1962) à 4,9% (en 1992) et est parmi les plus élevés en Afrique au sud du Sahara; le taux de mortalité a également baissé de 2,4% (en 1962) à 1,3 (en 1992). Ainsi le taux de croissance a augmenté de 2,9% (en 1962) à 3,6% (en 1992) et la fertilité a diminué de 7,3 à 6,7 enfants/femme de 1962 à 1992.

Selon les recensements de 1975 et de 1988, (Tableau 11a) le taux d'immigration a été chiffré à 0,63%. Abidjan, la capitale économique, a une population estimée à 2.5 millions d'habitants, représentant 21% de la population totale du pays et 51% de la population urbaine totale. A Abidjan, le taux de croissance de population se situe autour 4%.

Au niveau national le taux moyen d'alphabétisation des adultes est de 54% (67% hommes, 40% femmes). Ces taux ont considérablement augmenté depuis 30 ans.

En moyenne 30% de la population se trouve en dessous du seuil de pauvreté.

La densité moyenne de population est 37,7 habitants/km<sup>2</sup>, mais peut atteindre 60 à 100 dans les grandes villes.

Ces tendances ne sont pas propres à la zone côtière mais à l'ensemble du pays.

L'ensemble de la Région côtière qui inclut les départements d'Abidjan (2 485 847 hts), d'Aboisso (225 895 hts), de Grand-Lahou (52 659 hts), de Divo (387 106 hts), de San-Pédro (170 669 hts), de Sassandra (108 090 hts) et de Tabou (58 147 hts) totalise une population de 3 488 413 habitants , selon le recensement de 1988.

Tableau 12a : croissance de la population

|   |                     |      |
|---|---------------------|------|
| Taux de croissance annuel (1990)        | % /an               | +3,7 |
| Taux d'immigration                      | % / an              | 0.63 |
| Densité moyenne de la population (1990) | hts/km <sup>2</sup> | 37,7 |
| Taille moyenne des ménages (1990)       | nombre de pers.     | 10   |
| Taux de naissance (1990)                | % / An              | 4,9  |
| Mortalité                               | % / An              | 1,3  |
| Fertilité                               | %/enfants/Femmes    | 6,7  |

*Figure 7 : Densité de la population*  
(missing)

Le taux de scolarisation les plus élevés se rencontrent dans la zone côtière (Figure 8 et Tableau 12b).

*Figure 8 : Taux de scolarisation*  
(missing)

*Tableau 12b*

|  |             |     |
|--|-------------|-----|
| Taux d'alphabétisation des adultes         | %           |     |
| 54   |             |     |
| Revenu annuel disponible                   | US \$/ht/an | 640 |
| Population en dessous du seuil de pauvreté | %           | 30% |
| Taux d'alphabétisation des adultes         |             |     |
| hommes: 26 % (1970) ; 67% (1990)           |             |     |
| femmes: 10 % (1970) ; 40 % (1990)          |             |     |

## **3.2. Economie**

### **3.2.1. Produit intérieur brut**

Le PIB pour la zone côtière n'a pas été estimé. Mais le PIB total est estimé à 7.61 milliards de dollars/an, avec un montant par habitant de 640 dollars/an; soit environ 350 000 F cfa/an/ht.

### **3.2.2. Agriculture**

A l'intérieur de la zone côtière l'on rencontre essentiellement deux systèmes de cultures :

- le type semi-intensif qui est plus courant approvisionne non seulement le foyer et le marché local mais aussi le marché de l'exportation. Les superficies des champs cultivés varient en moyenne entre 2 et 5 ha.

- le type moderne de production spécialisée qui est bien organisé et concerne les grandes plantations de cacao (environ 800 à 2500 t/an), de café (près de 200 000 t/an) et d'autres cultures d'exportation

Ces récoltes ont été le soutien de l'économie nationale en représentant la source principale d'entrée de devises en Côte d'Ivoire. Mais l'agriculture est un grand consommateur terrestre. Elle occupe plus que 20% du territoire national. Sa production croit au détriment d'un déboisement rapide et de l'emploi intensif d'engrais et de pesticides.

### **3.2.3. Sylviculture**

L'exploitation des ressources forestières joue un rôle important dans l'économie. En 1987, les exportations de produits forestiers ont représenté 63 milliards de franc CFA. En 1990, le volume annuel de bois de chauffe était 2 millions de m<sup>3</sup>. La transformation du produit a représenté près de 9% de l'ensemble des industries et 2% du PIB.

### **3.2.4. Pêche**

Les produits de la pêche représentent moins que 1% du PIB. La pêche maritime augmente avec une industrie de traitement en plein essor.

Avec une consommation annuelle de 18 kilogrammes de poissons par habitant durant cette décennie, la pêche joue un rôle essentiel dans l'alimentation de la population ivoirienne. Du point de vue économique, la pêche contribue à l'édification du tissu industriel du pays. Elle offre de nombreux emplois et contribue grâce aux exportations, à l'équilibre de la balance commerciale. Nous présentons ci après les principales informations disponibles sur la consommation, la production, l'importation, et l'exportation des produits de pêche de 1986 à 1995.

## **\*Production**

### ***Pêche Industrielle***

Les activités des flottes de pêche basées à Abidjan sont en général axées sur l'exploitation des espèces démersales et pélagiques destinées à la consommation locale, et sur la crevette qui est exportée.

#### *a) Pêche chalutière*

La production moyenne annuelle des dix dernières années de la pêche chalutière est estimée à 4.861,7 tonnes et 14.13,8 millions de f cfa de chiffre d'affaires. Nous constatons que pendant les cinq dernières années de la décennie 1986-1995, la production de la pêche chalutière a baissé de 1611,0 en tonnage et a augmenté de 14% en chiffre d'affaires par rapport aux cinq premières années.

#### *b) Pêche Sardinière*

Au niveau de la pêche sardinière, de 1986 à 1995 la moyenne de la production oscille autour de 29.700 tonnes par an. Elle produit plus de six (6) fois plus que la production chalutière. La sardinella représente environ 63% du volume débarqué.

#### *c) Pêche thonière*

Jusqu'en 1983, la flottille thonière constituait le fleuron de la pêche ivoirienne. Grâce au dynamisme des trois armements locaux composés de l'océanique Armement, la Scierie Moderne de Grand-Lahou ( SMGL) et la Société Ivoirienne de Pêche d'Armement (SIPAR), la Côte d'Ivoire a pu se doter de 8 navires congélateurs afin d'assurer le ravitaillement des deux conserveries de la place. Mais très vite en fin 1983 avec la rareté de l'albacore l'espèce la plus pêchée, l'on a été obligé de revendre deux des navires et même désarmer un troisième. En avril 1984, la conclusion d'un accord de pêche avec les Seychelles a permis aux cinq bâtiments encore en activité de manoeuvrer dans l'océan indien ou d'importants stocks de thon venaient d'être découverts.

Néanmoins, le bon niveau de capture dans ces eaux n'a pas suffi pour compenser la lourdeur des charges d'exploitation (le carburant notamment) et assurer la rentabilité des armements dont la pérennité est aujourd'hui largement dépendante de la reconstruction des stocks dans l'atlantique. En 1986 on a mis fin à la pratique de la pêche thonière en Côte d'Ivoire depuis lors, les conserveries de thon dépendent de l'importation.

#### *d) Pêche Crevetière*

La production moyenne de crevette par les crevettiers a été chiffrée à 405 tonnes par an de 1986 à 1990 contre 180 tonnes par an de 1991 à 1995. Il y a eu une baisse de 560,0 sur les cinq dernières années par rapport aux cinq premières années de la décennie 1986 à 1995. Cette baisse de production a amené les crevettiers à pêcher du poisson pour compenser le manque à gagner de la pêche crevettière.

La conséquence sera remarquable depuis 1991, où les quantités de poissons pêchés ont été plus du double de celles des crevettes pêchées.

### ***Pêche artisanale***

La pêche artisanale qui constitue la seconde forme de l'exploitation halieutique en Côte d'Ivoire, comprend :

- la pêche maritime
- la pêche lagunaire
- la pêche continentale

En effet, la pêche artisanale est pratiquée sur 500 km de bordure maritime, 1200 km de la lagune, 5 000 km de fleuve et 1,2 km de retenues artificielles. De 1986 à 1995 la production moyenne annuelle de la pêche artisanale, est estimée à 48.500 tonnes. Cette production moyenne est supérieure à celle de la pêche industrielle qui est estimée à 36.026 tonnes par an pour la même période. Il est important de souligner que ce chiffre a été obtenu sur la base d'estimation faite de couverture statistique de l'ensemble des points de débarquements géographiquement dispersés.

### ***- Aquaculture***

La production moyenne aquacole pendant ces dix dernières années est estimée à 219 tonnes par an. Cette moyenne est largement au-dessus de la production des années 1988, 1989 et 1990. Il faut préciser que pendant ces trois années, la production de l'aquaculture continentale des sites principaux n'a pu être enregistrée. Il faut également signaler une hausse de 19111,0 entre 1994 et 1995. Cette hausse considérable est à mettre à l'actif de l'aquaculture lagunaire. En effet, la production enregistrée à ce niveau est passée de 38 tonnes en 1994 à 175 tonnes en 1995 et cela, grâce à une meilleure couverture statistique. Il faut cependant noter une baisse de 67,0 de la production aquacole en 1994 par rapport à 1993. Cette baisse est la conséquence de la chute constatée dans le secteur de l'aquaculture lagunaire.

En effet ce secteur a accusé en 1994 une diminution de 80% de la production due aux difficultés rencontrées au niveau de la production d'alevins. A noter également que les chiffres sur le grossissement de *heterobranchus longifilis* (silure) ne sont pas disponibles.

## **\* Importations**

### ***a) Importation de poissons congelés***

Compte tenu de la forte consommation de poisson et de l'insuffisance de la production nationale pour la couverture des besoins, l'importation constitue une importante source d'approvisionnement. De 1986 à 1995, la Côte d'Ivoire a importé en moyenne 125.634 tonnes de poissons congelés par an représentant une valeur commerciale, moyenne annuelle d'environ 21 milliards francs cfâ. Pendant ces dix dernières années l'importation de poisson congelé a atteint son optimum en 1989 avec un tonnage de 153.265 pour une valeur de 24 milliards de francs cfa. L'importation de poissons congelés en 1995 a subi, une hausse d'environ 56% par rapport à l'année 1994.

### ***b) Thon congelé importé***

L'importation de thon congelé est essentiellement destinée aux conserveries. De 1991 à 1995 ces conserveries ont importé un tonnage annuel moyen de 68.200 tonnes contre 47.500 tonnes de 1986 à 1990 soit une hausse de 441/o. Cette hausse s'explique par l'arrêt de la production thonnière nationale, causé par la rareté de l'albacore dans l'océan atlantique.

## **\* Exportations**

### *a) Les Conserves de Thon*

Deux types de produits sont exportés par les conserveries. Les produits finis que sont les boîtes de thons et les produits semi-finis que sont les longes. De 1986 à 1995 l'exportation de conserves de thons a été de 396.789 tonnes soit une moyenne d'environ 39.679 tonnes par an pour les dix dernières années et une valeur moyenne annuelle de 39 milliards de francs cfa.

### *b) Crevettes congelées*

La quantité moyenne de crevettes congelées exportées pendant la période de 1986 à 1995 est environ 559 tonnes par an pour une valeur moyenne de l'ordre de 1,39 milliards de francs cfa. Il faut noter que les crevettes exportées ne sont pas le seul fait de la pêche industrielle crevette, la pêche artisanale constitue également une importante source d'approvisionnement pour les exportations.

La balance commerciale dans le domaine de la pêche, pour la période 1986 à 1995 en Côte d'Ivoire est excédentaire d'une valeur moyenne annuelle de 15 milliards de francs cfa environ. Ce résultat est le fait des conserveries de thons et des exportations de crevettes congelées. Ces valeurs ajoutées compensent ainsi largement les importations de poissons pour la consommation.

## **3.2.5. Elevage**

Le développement de l'élevage est un phénomène récent en Côte d'Ivoire. Cette activité n'est pas importante en zone côtière. Les besoins en protéines animales ont été, pendant longtemps, assurés par l'importation du bétail des pays sahéliens. C'est à la suite de la grande sécheresse de 1972/1973 qu'une réelle volonté politique nationale s'affirme dans cette filière. L'objectif est d'atteindre l'autosuffisance en matière de protéines animales. Depuis 1975, la Côte d'Ivoire a initié de nombreux programmes de développement de l'élevage traditionnel et moderne en raison de la diminution importante des apports traditionnels de bétail en provenance du Sahel. Ces efforts du gouvernement ont permis de multiplier la production de viande par 2,5 et celle de la volaille par 4,6 durant la décennie écoulée. Les productions mentionnées concernent l'ensemble du territoire national.

## **\*Production par espèces**

- Bovins : avec 954.000 têtes au début de l'année 1986, l'effectif des bovins est passé à 1.258.000 têtes en fin d'année 1995. Notons que le cheptel bovin a connu une croissance continue avec un taux moyen annuel de 2,3% durant la décennie écoulée.

- Ovins : ayant bénéficié du vaste programme d'aménagements pastoraux lancé dans le Nord de la Côte d'Ivoire, le cheptel ovin est passé de 1.013.000 têtes en 1986 à 1.282.000 têtes en 1995. La progression moyenne est de 2,4% par an.

- Caprins : au nombre de 795.000 têtes en 1986, les caprins vont, au terme de 10 ans, atteindre 1.002.000 têtes. Ce qui donne un taux d'accroissement moyen annuel de 2,4%.

- Porcins : de 319.000 têtes en 1986, le nombre de porcins est passé à 414.000 têtes en 1995. Sans connaître une évolution galopante, les porcins ont, tout de même, enregistré une croissance moyenne annuelle de 2,6% au cours de ces dix dernières années.

### **\* Production**

Avec 44.850 tonnes en 1986, la production nationale en "Tonnes Equivalents Carcasses" est passée à 53.760 tonnes en 1995. Au cours de cette période, la production a connu une progression annuelle régulière de 2,8% jusqu'en 1993. De 1993 à 1994 cette production a subi une baisse de 3,8%. suivie d'une hausse de 2,6% entre 1994 et 1995.

La vente des viandes a enregistré des recettes variables entre 1986 et 1995. Ceci provient du fait que le prix au détail dans certaines régions comme Abidjan présente des évolutions très différentes par espèces. A titre d'exemple, le prix de vente de la viande bovine est passé de 850 f cfa par kg entre 1987-1988 à 900f / kg en 1993 pour atteindre 1.000 f le kg en 1994.

En ce qui concerne le lait, on note une croissance continue de la production entre 1986 et 1995. Malgré cette augmentation régulière, elle s'avère toujours insuffisante pour la consommation nationale. Les recettes évaluées à partir de 1992 ont enregistré une progression régulière.

Quant aux oeufs, la production moyenne annuelle oscille autour de 14.140 tonnes entre 1986 et 1995. Notons que les recettes n'ont pas été toujours fonction des produits car des augmentations de quantités ont enregistré des baisses de recette et vice-versa.

### **\* Importation**

Les importations de viande et de bétail sur pied ont permis de répondre à la demande nationale de 1986 à 1995. Les importations en vif bovin, petits ruminants et volailles qui étaient de 39.650 tonnes en 1986 ont oscillé autour de 30.540 tonnes entre 1987 et 1993, soit une baisse de 23% par rapport à 1986. En 1994, il y a une augmentation de ces importations qui sont allées à 44 360 tonnes. Suivie d'une diminution en 1995 de 7%. Sur la même décennie, les importations de viande et abats, foraines (congelées et réfrigérées) sont passées, en "Equivalent Carcasses" de 35.370 tonnes à 58.680 tonnes en 1988 pour décroître ensuite jusqu'à 5.880 tonnes en 1995. Cette diminution considérable reflète probablement à la fois, la baisse importante du pouvoir d'achat et la diminution du différentiel de prix avec la viande fraîche.

### **\* Consommation**

La production nationale de viandes (bovins, petits ruminants, porc, volaille) est passée de 44.850 tonnes en 1986 à 53760 tonnes en 1995, soit une évolution moyenne de 2% par an. Ce taux est inférieur à la croissance démographique qui est d'environ 3,9% par an, sur la même période. Sur la même décennie, la consommation totale est passée de 119.870 tonnes en 1986 à 100.740 tonnes en 1995, soit une baisse de 1,7% par an. Ceci traduit la diminution de la consommation annuelle par habitant qui est passée de 11,5 kg en 1986 à 7 kg en 1995, après avoir atteint le maximum de 12,5 kg en 1988.

Tableau 13 : Situation de la production nationale des bovins, ovins, caprins et porcins

|      | BOVINS | OVINS | CAPRINS | PORCINS | TOTAL |      |
|------|--------|-------|---------|---------|-------|------|
| 1986 | Début  | 954   | 1013    | 795     | 319   | 3081 |
|      | Fin    | 899   | 1038    | 815     | 330   | 3082 |
| 1987 | Début  | 899   | 1038    | 815     | 330   | 3082 |
|      | Fin    | 935   | 1064    | 835     | 341   | 3175 |
| 1988 | Début  | 935   | 1064    | 835     | 341   | 3175 |
|      | Fin    | 993   | 1090    | 856     | 348   | 3287 |
| 1989 | Début  | 993   | 1090    | 856     | 348   | 3287 |
|      | Fin    | 1028  | 1115    | 875     | 351   | 3369 |
| 1990 | Début  | 1020  | 1107    | 868     | 351   | 3346 |
|      | Fin    | 1046  | 1134    | 888     | 360   | 3428 |
| 1991 | Début  | 1108  | 1134    | 888     | 360   | 3490 |
|      | Fin    | 1145  | 1161    | 908     | 372   | 3586 |
| 1992 | Début  | 1145  | 1161    | 908     | 372   | 3586 |
|      | Fin    | 1180  | 1190    | 931     | 382   | 3683 |
| 1993 | Début  | 1180  | 1190    | 931     | 382   | 3683 |
|      | Fin    | 1205  | 1220    | 954     | 392   | 3771 |
| 1994 | Début  | 1205  | 1220    | 954     | 392   | 3771 |
|      | Fin    | 1231  | 1251    | 978     | 403   | 3863 |
| 1995 | Début  | 1231  | 1251    | 978     | 403   | 3863 |
|      | Fin    | 1258  | 1282    | 1002    | 414   | 3956 |

Source : D.P.E/D.G.R.A/MINAGRA  
Unité : Nombre de têtes cheptel en milliers

Le taux de couverture de la consommation totale par la production nationale est ainsi passé de 37 % en 1986 à 53% en 1995. Cette amélioration du taux de couverture tient, pour une large part, à la baisse de la consommation annuelle par habitant. Sur toute la décennie de 1986 à

1995, les parts de viande bovine dans la consommation nationale sont toujours restées majoritaires par rapport à la viande de volaille.

### ***3.2.6. Principales industries***

Abidjan, la capitale économique, abrite près 70% des unités industrielles du pays, 80% de la production industrielle et emploie 60% de la main d'oeuvre industrielle.

Les industries alimentaires sont les plus importantes en nombre et représentent 40% des exportations industrielles. Elles produisent du tabac, du café moulu, des conserves, du chocolat, etc...

La seule raffinerie de pétrole du pays est située dans la zone côtière.

Le secteur de l'industrie est très diversifié: textile, travaux métalliques et de menuiserie, assemblage de machines, matières plastiques, matériaux de construction, produits chimiques (tels qu'engrais, peintures, vernis, cosmétiques, pesticides), caoutchouc, tanneries, mines (extraction de sables et graviers ; exploitation de pétrole et gaz).

### ***3.2.7. Tourisme***

La plupart des activités touristiques sont localisées sur le littoral.

### ***Quelques Repères Historiques***

Les activités du secteur touristique ont toujours été au centre des préoccupations des responsables de notre pays.

Déjà en 1948, le premier syndicat d'initiative et de tourisme voyait le jour à Abidjan, initié par la Chambre de Commerce. Il était situé dans les locaux qui abritent aujourd'hui les cours professionnels de la même institution.

Cet embryon de structure avait pour mission d'informer et de guider les visiteurs, généralement les navigateurs et leurs passagers, les agents du négoce et ceux des comptoirs coloniaux.

Ce n'est qu'en 1963, c'est-à-dire trois ans après l'accession de notre pays à la souveraineté internationale que fut créé un Office National du Tourisme. Cette structure fut remplacée dès 1968 par la première administration centrale, en l'occurrence, la Direction du Tourisme, alors rattachée au Ministère de la Construction et de l'Urbanisme.

Deux ans plus tard, soit en 1970, la Côte d'Ivoire a décidé d'inscrire le tourisme parmi les secteurs prioritaires de son développement en créant un Ministère d'Etat chargé de ce secteur. Feu le Président HOUPHOUET-BOIGNY, à l'occasion de son message de Nouvel an à la nation, en 1970 avait situé la place du tourisme et exprimé les espoirs que l'on pouvait en attendre, en ces termes, et je cite :

"Je voudrais vous confier maintenant mes espoirs dans l'essor et dans les équipements touristiques à venir de notre Côte d'Ivoire et l'intérêt tout particulier que j'attache à ces activités nouvelles, pour l'accélération et la diversification de notre développement économique.

Les avantages des implantations touristiques paraissent évidents :

Outre qu'elles favorisent l'entrée des devises étrangères, donc participent à un meilleur équilibre de la balance des paiements, elles sont sources d'emplois nouveaux et nombreux et stimulent, par l'effet multiplicateur des investissements, un environnement beaucoup plus large.

Je pense ici plus particulièrement au bâtiment, au transport, à l'agro-industrie et à l'artisanat.

Elles sont par ailleurs, l'occasion de donner vie à des régions marginales jusqu'ici peu productives et d'y freiner pour une part modeste certes, mais réelle, l'exode rural si préoccupant de nos masses paysannes vers les centres urbains" Fin de citation.

L'activité touristique représente comme on le voit, un secteur important de notre économie. Il pourrait davantage l'être à l'heure de la relance généralisée de cette économie, grâce surtout à la décision affichée du Gouvernement d'appuyer le secteur du Tourisme par des actions de diversification, de promotion agressive en direction des pays émetteurs de touristes, dont le pouvoir d'achat des populations a considérablement augmenté du fait de la dévaluation de notre monnaie.

### **Différentes étapes de l'évolution de l'Industrie Touristique**

#### ***1 - Période de 1960 à 1970***

La Côte d'Ivoire nouvellement sortie du joug colonial n'a pas changé son option de pays essentiellement agricole. De ce fait, cette décennie correspond à une période de balbutiement pour le tourisme.

Les statistiques concernant le tourisme aux premières heures de notre indépendance sont pratiquement inexistantes.

A cette époque, les investissements se limitent à la réalisation de quelques réceptifs urbains à Abidjan essentiellement dont le plus important demeure l'Hôtel Ivoire. A l'intérieur du pays on dénombre quelques campements administratifs.

#### ***2 - Période de 1970 à 1980***

Elle marque le démarrage véritable du tourisme en Côte d'Ivoire amorcé en 1970 avec la création du Ministère du Tourisme à qui il incombe la conduite de la politique touristique du Gouvernement.

De 1970 à 1980, les activités touristiques ont été marquées par une forte croissance à tous les niveaux, avec un temps fort entre 1975 et 1980. De 44.826 visiteurs étrangers en 1970, nous sommes passés à 194.100 en 1980, soit une progression annuelle de 16,4 %. Quant au tourisme intra-africain il s'est accru de 22,8 % l'an entre 1975 et 1980.

Cet afflux de visiteurs s'est traduit par une très forte croissance de l'activité hôtelière. En effet, 4.300 nouvelles chambres d'hôtels ont été mises en service entre 1970 et 1980, portant la capacité globale d'accueil du pays à 6.300 chambres.

Tout ceci représente un investissement de près de 50 milliards depuis l'indépendance. Dans le même temps, le chiffre d'affaires du secteur touristique a atteint plus de 25 milliards en 1979 (hors transport international et artisanat), le tourisme devenant ainsi la 8ème exportation ivoirienne puisque ses recettes en devises ont atteint le niveau de 15 milliards de F.CFA (1980).

Au plan socio-économique, les emplois ont été multipliés par 5, passant de 2.000 à 10.000 personnes. A l'instar des autres secteurs de l'économie nationale, l'Etat, a été le principal moteur de cette croissance remarquable par :

- la création de ICTA Voyages, grossiste local (T.O) et correspondant de nombreux Tours Operators (T.O) étrangers;
- la création de la chaîne SIETHO chargée de la réalisation et de l'exploitation des réceptifs touristiques

- la création de l'Office National du Tourisme en vue de la promotion commerciale, de la réglementation, du développement du secteur du tourisme, de l'encadrement et l'organisation de l'artisanat;

- la création des deux villages de vacances d'Assinie et d'Assouindé actuellement propriété du Club Méditerranée;

La prise d'un train de mesures dès le début des années 1970 a permis la mise en place progressive des conditions de relève du Gouvernement par l'initiative privée.

Les plus importantes de ces mesures ont été :

- l'établissement d'un code d'investissements touristiques prévoyant des avantages susceptibles d'encourager les promoteurs privés et surtout étrangers (le régime d'aide à l'implantation, le régime de l'agrément prioritaire et la convention d'établissement) ;

- la négociation de deux lignes de crédit Banque Mondiale d'un montant de 12 millions de dollars pour le financement à long terme et dans les conditions avantageuses qui ont été disponibles dès Mai 1980 pour la réalisation de divers réceptifs d'hébergement notamment à l'intérieur du pays.

L'ensemble de ces mesures a permis la réorganisation progressive du secteur :

- au niveau des investissements, l'initiative privée a pris le pas sur l'Etat dont la part des investissements hôteliers est devenue nulle. En contrepartie la part du privé a atteint le niveau de 70 % pour les Ivoiriens et 30 % pour les étrangers ;

- en matière d'ivoirisation des emplois touristiques le taux d'ivoirisation était en 1980 de 70 % dans les grands hôtels et de 42 % dans les petits établissements.

L'absence d'une structure de formation hôtelière durant toute la décennie 70 s'est fait lourdement sentir, et la formation du personnel touristique s'est réalisée pour la plupart des employés sur le tas; seuls quelques cadres peu nombreux ont pu bénéficier d'une formation à l'étranger, avec tous les inconvénients qui en découlent (coût, réinsertion, etc...).

L'ouverture du Lycée Hôtelier en 1980 viendra remédier en partie à cette situation. La première décennie de notre développement touristique a donc été marquée par une forte croissance dont les effets sur l'économie nationale ont été largement bénéfiques. Et, c'est au moment où ce secteur atteignait sa maturité que les effets de la crise économique mondiale se sont fait durement sentir. Ce fut en 1980, où l'on a constaté un arrêt brutal de la croissance de nos activités touristiques.

### ***3 - La Période de 1980 à 1990***

Les entrées des touristes internationaux ont évolué en dents de scie. Elles ont atteint leur sommet en 1985 avec plus de 201.000 touristes et leur plus bas niveau en 1987 avec 175.000 touristes. De 16,4 % entre 1970 et 1980, la progression moyenne annuelle des arrivées des touristes internationaux dans notre pays est tombée à 1,3 % et 0,5 % respectivement entre 1980, 1985 et 1990.

Malgré cette baisse, les investissements hôteliers prévus (financement Banque Mondiale) ont été réalisés apportant sur le marché une capacité additionnelle de 1.200 chambres pour un investissement de 14 milliards de F.CFA portant ainsi le total des investissements productifs dans le secteur depuis l'indépendance à près de 64 milliards de FCFA pour 7.500 chambres. Notons qu'en 1987, la répartition du nombre de chambres d'hôtels classés selon le statut de propriété est la suivante 30 % pour le patrimoine de l'Etat;

8,5 % pour le patrimoine cédé aux communes;

61,5 % pour le patrimoine du secteur privé.

Ce double phénomène, la baisse continue de la demande et l'accroissement de la capacité hôtelière d'affaires en période de crise, a eu pour conséquence une chute importante des taux de remplissage des hôtels. De 80 à 93 % entre 1975 et 1979, ils sont passés à 65 % en 1980 et oscillent actuellement entre 35 et 40 %.

Ce phénomène a eu dans certains cas pour conséquence la fermeture pure et simple des établissements (AKWAABA, SEBROKO, HARMATAN, etc ...).

A l'intérieur du pays, le spectacle qui a prédominé et qui prévaut encore aujourd'hui est la dégradation des installations hôtelières, une chute de standing et, pour finir certains établissements pourtant implantés sur des sites de bonne valeur touristique, se trouvent dans un état de dénuement total.

Au niveau des intermédiaires et agences réceptives, le tableau n'est guère meilleur : les Agences de Voyages sont en grande majorité en situation irrégulière au plan de la réglementation. Faute de touristes à traiter, la plupart végètent et ne constituent pas des entreprises viables, fiables et crédibles. Dans ces conditions, les touristes qu'ils traitent font l'objet d'une facturation exagérée et déraisonnable.

ICTA Voyages, l'agence réceptive spécialisée dans le transport a dû déposer son bilan. De leur côté, les restaurants d'hôtels et de standing ont vu leur chiffre d'affaires décroître régulièrement en conformité avec la décroissance des flux touristiques.

Dans ces conditions, les effets de la crise économique aidant, on assiste, à l'éclosion d'un grand nombre de restaurants de moindre standing, les "maquis" qui, désormais, deviennent un secteur non négligeable de l'industrie Touristique.

L'Etat lui-même a dû procéder au démantèlement des structures sous tutelle (ONT, SIETHO, ICTA VOYAGES).

### ***Les Principales causes du ralentissement de la croissance du Secteur Touristique***

Les causes du ralentissement de la croissance du secteur touristique s'expliquent par la conjugaison de 3 facteurs : (i) la baisse du Tourisme d'Affaires, consécutive à la crise économique mondiale, (ii) la non compétitivité des tarifs des transports aériens internationaux et (iii) l'insuffisance des moyens de promotion mis à la disposition de l'administration nationale du tourisme.

### ***La Baisse du Tourisme d'Affaires***

Du fait de l'orientation prise par le Gouvernement au cours de la décennie précédente en favorisant l'installation des hôtels de classe internationale. Les effets de la crise économique se sont répercutés sur le secteur touristique qui reposait essentiellement sur le tourisme d'affaires, d'où une baisse de cette clientèle de -22,8 % pour la seule année 1980 et de -23,4 entre 1981 et 1984.

### ***La Non Compétitivité des Tarifs des Transports Aériens Internationaux***

Sur le marché international du tourisme, où la Côte d'Ivoire et l'Afrique Tropicale en général, sont en concurrence avec les pays de l'Asie du Sud, des Caraïbes, du Pacifique qui vendent des produits touristiques similaires, la comparaison des tarifs des transports aériens de ces zones avec ceux de notre destination révèle pour toutes les catégories tarifaires que les nôtres sont deux fois plus onéreuses principalement en raison du monopole de Air Afrique.

Les transports internationaux jouent un rôle essentiel dans la production touristique de sorte que toute politique de développement touristique doit nécessairement intégrer une composante transport aérien.

La conséquence de cette situation est l'abandon de notre destination depuis 1980 par les plus gros organisateurs européens des voyages (Tours Operators).

### ***L'insuffisance des moyens de promotion***

Jusqu'en 1980, le budget consacré annuellement par l'Etat aux actions de promotion s'élevait en moyenne à 800 millions de francs CFA. Dès 1981, il a diminué de moitié et depuis, n'a fait que décroître d'année en année.

### ***4 - Période de 1990 à nos jours***

Depuis 1991, les entrées de touristes internationaux connaissent une progression en dents de scie. Elles se situent entre 196.000 en 1990, 188.000 en 1993 et 210.000 en 1994. En plus des trois principales causes du ralentissement de la croissance du secteur touristique précitées, cette évolution peut s'expliquer par :

- les remous sociaux des années 1990 et 1991
- la guerre du Golfe en Août 1991
- l'insécurité grandissante
- les campagnes de dénigrement orchestrées par la presse internationale dans les principaux pays émetteurs de nos touristes tels la France.

Pendant cette même période, sur le plan international, le tourisme est en net progrès et occupe désormais la première place de l'économie mondiale devant les secteurs du pétrole, des véhicules à moteur et de l'équipement électronique.

Dans notre pays, la chute brutale des prix des matières premières et la détérioration constante des termes de l'échange qui continuent de préoccuper le Gouvernement ont amené celui-ci à s'intéresser à d'autres sources de richesses telles que le secteur du tourisme.

C'est ainsi que, conscient de l'importance du rôle que le tourisme pourrait jouer dans l'économie nationale, l'Etat a décidé de miser sur ce secteur, renouant du coup avec sa politique volontariste, pour en faire un domaine prioritaire de l'action gouvernementale.

A cet effet, plusieurs mesures ont été prises dont les plus importantes sont :

#### ***Au niveau des structures***

Pour permettre au Département du Tourisme de faire face à l'insuffisance des moyens matériels et financiers pour l'accomplissement des tâches liées au développement du tourisme, notamment en matière de promotion sur les marchés étrangers et de recherche des investissements, il a été créé en décembre 1992 l'Office Ivoirien du Tourisme et de l'Hôtellerie (OITH) et la Direction du Tourisme (D.T).

#### ***Au niveau de la fiscalité***

L'Etat de la Côte d'Ivoire a fait un grand effort pour faire baisser la fiscalité hôtelière dans le cadre de la politique de relance économique. Plusieurs mesures ont été prises à cet effet, ce sont notamment :

- la suppression de la taxe de développement touristique de 6 % qui était instituée depuis 1977 ;
- la réduction des impôts et taxes sur les propriétés bâties en matière d'hôtellerie.

#### ***Au niveau du transport aérien***

Le fait marquant de cette période est la chartérisation de la destination Côte d'Ivoire devenue effective depuis le 1er Octobre 1994.

L'importante décision de concrétiser cette opération a été prise par le Gouvernement dans le but de résoudre le problème de la non compétitivité des tarifs aériens internationaux qui a pendant longtemps constitué un obstacle majeur au développement du tourisme ivoirien. De 44.826 visiteurs étrangers en 1970, nous sommes passés à 194.100 visiteurs en 1980, soit une progression annuelle de 16,4%. Ce qui s'est traduit sur le terrain par une forte croissance de l'activité hôtelière. 4300 nouvelles chambres d'hôtels ont été mises en service, ce qui a porté la capacité d'accueil du pays à 6300 chambres pour un investissement de près de 50 milliards de francs CFA depuis l'indépendance. Ces moments de joie et de bonheur de l'économie du Tourisme Ivoirien n'ont duré que dix (10) ans.

La crise économique due à la chute des matières premières qui n'a épargné aucun secteur de l'économie nationale va à partir de 1980 paralyser les entreprises du secteur du tourisme.

*Tableau 13 : Statistique hôtelière de la zone côtière, selon les données de 1992*

| LOCALITES                                | NOMBRE D'HOTELS |       | CAPACITE |
|--|-----------------|-------|----------|
| Abidjan                                  | 63              | 3 378 |          |
| Aboisso                                  | 1               | 39    |          |
| Assinie                                  | 1               | 200   |          |
| Assouindé                                | 1               | 314   |          |
| Grand-Bassam                             | 3               |       | 63       |
| Jacqueville                              | 1               | 22    |          |
| San-Pédro                                | 10              | 115   |          |
| Grand-Béréby                             | 2               | 60    |          |
| Tabou                                    | 1               | 12    |          |
| Hôtels non classés mais de bonne qualité |                 | 17    | 280      |
| Total                                    | 100             | 4 483 |          |

*Tableau 14 : Statistiques des arrivées à l'aéroport FHB : 1990-1996*

| ANNÉES | MOTIFS DU DÉPLACEMENT |          |          |            |         | TOTAUX | Autres |
|--------|-----------------------|----------|----------|------------|---------|--------|--------|
|        | Affaires              | Vacances | Tourisme | Conférence | Famille |        |        |
| 1990   | 46031                 | 121881   | 4283     | 9156       | 15176   | 196528 |        |
| 1991   | 54400                 | 118106   | 4802     | 11621      | 11071   | 200000 |        |
| 1992   | 55150                 | 127477   | 12957    | 15654      | 5756    | 217000 |        |
| 1993   | 60966                 | 55096    | 14862    | 23599      | 4739    | 159262 |        |
| 1994   | 64808                 | 50121    | 13529    | 24537      | 3643    | 156638 |        |
| 1995   | 68428                 | 72746    | 15443    | 27284      | 4010    | 187911 |        |
| 1996   | 81059                 | 96882    | 25884    | 30607      | 2480    | 236912 |        |

*Tableau 15 : Tableau des emplois créés en hôtellerie*

| emploi localité         | emplois directs | emplois indirects |
|-------------------------|-----------------|-------------------|
| abidjan                 | 5 067           | 25 335            |
| aboisso                 | 58,5            | 292,5             |
| assouinde               | 471             | 2 355             |
| grand-bassam            | 94,5            | 472,5             |
| jacqueville             | 33              | 165               |
| san-pedro               | 172,5           | 862,5             |
| grand-bereby            | 90              | 450               |
| tabou                   | 18              | 90                |
| sassandra + grand lahou |                 | 420 2 100         |

***Les potentialités touristiques de la bande côtière***

***Les sites touristiques***

| LOCALITÉS             | NOMBRES D'HOTELS | CAPACITÉ |
|-----------------------|------------------|----------|
| TABOU                 | 1                | 12       |
| Hôtels non classés    | 17               | 280      |
| mais de bonne qualité |                  |          |
| TOTAL                 | 100              | 4 483    |
| Bande côtière         |                  |          |

Emplois créés par les hôtels de la bande côtière

Ratios admis dans l'hôtellerie :

- 1 chambre d'hôtel créé 1,5 emplois directs
- 1 emploi direct créé 5 emplois indirects.

*Tableau 16 : Statistiques des hôtels (1992)*

| LOCALITÉS              | NOMBRE D'HÔTELS | CAPACITÉ |
|------------------------|-----------------|----------|
| (en nombre de chambre) |                 |          |
| TERRITOIRE NATIONAL    | 249             | 7 326    |
| INTÉRIEUR DU PAYS      |                 |          |
| NOMBRE                 | 149             | 2 843    |
| POURCENTAGE            |                 | 38,80 %  |

|               |     |       |
|---------------|-----|-------|
| BANDE CÔTIÈRE |     |       |
| NOMBRE        | 100 | 4 483 |
| POURCENTAGE   |     | 61,20 |

Tableau 17 : Statistiques hôtelière de la bande côtière (hôtels classés)

| LOCALITÉS    |    | NOMBRE D'HÔTELS | CAPACITÉ |
|--------------|----|-----------------|----------|
| ABIDJAN      | 63 | 3 378           |          |
| ABOISSO      | 1  | 39              |          |
| ASSINIE      | 1  | 200             |          |
| ASSOUINDE    | 1  | 314             |          |
| GRAND-BASSAM | 3  | 63              |          |
| JACQUEVILLE  | 1  | 22              |          |
| SAN-PEDRO    | 10 | 115             |          |
| GRAND-BEREBY | 2  | 60              |          |

### ***Projets actuels de développement touristique du Sud-Ouest***

Le Gouvernement a décidé de faire de la région du Sud-Ouest un pôle d'attraction touristique.

### ***Raisons économiques***

De 1970 à 1980, l'activité touristique naissante a enregistré un très bon palmarès avec une croissance forte durant toute la période .

En effet, dans la période de la croissance forte, le Gouvernement de la Côte d'Ivoire avait fondé sa politique de développement touristique sur la seule demande de la clientèle d'affaires qui n'avait pour destinations privilégiées que les grandes villes économiques comme Abidjan et San-Pédro. Cette clientèle étant très sensible à la variation de la température économique tant au niveau National que Mondial, on va assister dans la période de la crise, à une décroissance de la demande touristique dont la progression moyenne annuelle des arrivées à l'aéroport international F.H.B. qui était de 16,4% de 1970 à 1980, va passer à 1,3 % entre 1980 et 1985 puis à 0,5 % entre 1985 et 1990.

Cependant, sur le terrain, les investissements hôteliers prévus au financement de la Banque Mondiale continuaient à être réalisés. Ce qui va donner en fin de travaux, une capacité additionnelle de 1200 chambres pour un coût de 14 milliards de francs CFA.

Ainsi le phénomène de baisse de la demande touristique associé à l'accroissement de l'offre en capacité hôtelière vont entraîner une chute importante du taux de remplissage des hôtels. De 80 à 93 % entre 1975 et 1979, il passe à 65 % en 1980 pour osciller entre 35 à 40 % de 1980 à 1990.

Cette situation affecte durement l'image du Tourisme Ivoirien. Il va s'en suivre :

- la fermeture de certains hôtels tels que Akwaaba, Seboko à Abidjan, Harmattan à Bouaké. D'autres se sont retrouvés dans un état de délabrement très avancés : Safari Lodge à Gansé, ARSO à San Pédro, etc...

- la baisse du flux de fréquentation de la clientèle de restaurants, des hôtels de standing ;
- les agences de voyages en crise exercent de façon irrégulière sur le plan de la réglementation.

Face à cette situation non honorable et compte tenu du rôle du tourisme dans le développement de l'économie des pays en développement qui tirent l'essentiel de leur richesse

de la seule vente des matières premières (produits agricoles, du sous-sol, etc ... ), il était pour le Gouvernement de la Côte d'Ivoire, question de repenser une nouvelle forme durable de sa politique de développement touristique.

#### Raisons politiques

Le problème posé étant de trouver des voies et moyens pour parvenir à un bon taux de remplissage des réceptifs d'hébergement touristique, la solution consistait donc à créer au niveau national, les conditions de l'augmentation des flux touristiques sur la destination Côte d'Ivoire. Partant donc de l'hypothèse que 90 % des produits touristiques des destinations long courrier sont des destinations balnéaires, et que les circuits de découverte de l'intérieur du pays se construisent et fonctionnent autour de ces produits balnéaires, il était question pour le Gouvernement qui avait l'ambition de conquérir les grands marchés d'Europe, et en même temps développer au niveau national le tourisme de masse ou populaire, de créer en plus des produits balnéaires du sud-est centrés sur Assinie, d'autres nouveaux produits sur le littoral du sud-ouest qui réunit les atouts suivants :

- des sites rendus accessibles grâce à l'ouverture de la route côtière,
- dispose des sites de qualité avec des plages baignables et une mer calme
- un paysage très contrasté représentatif de l'exotisme recherché par la clientèle de classe internationale.

Dans cette région du sud-ouest, le Gouvernement envisage de créer un pôle de développement touristique centré sur Monogaga pour permettre des économies d'échelles - de faciliter la mise en place des infrastructures - de rendre les communications plus faciles, les services et les animations plus performants du fait de leur concentration, (l'essentiel des produits étant constitué de villages d'hôtels de classe internationale pour la clientèle la plus exigeante).

- Il sera développé entre Taki et San-Pédro des produits plus diversifiés allant du haut de gamme au moyen de gamme, prenant ainsi en compte la demande du tourisme local (création d'établissements pouvant être classés à 2,3 ou 4 étoiles),
- Création autour de Tabou d'un petit pôle pour abriter des établissements hôteliers de 3 à 4 étoiles,
- Création d'une hôtellerie de passage de petite capacité et de grande qualité appelée " relais des comptoirs de la Côte " utilisant les vieux bâtiments des commandants de cercle à Sassandra et à Tabou,
- Poli-plage, Dagbego seront aménagés pour recevoir d'autres types de réceptifs.

#### ***Les prévisions pour la période 1997- 2012***

|                |               |
|----------------|---------------|
| Pointe de Taki | 1000 chambres |
| Grand Bereby   | 1000 chambres |
| Monogaga       | 1000 chambres |
| Sassandra      | 200 chambres  |

-----  
TOTAL 5200 chambres

Ces projets qui ont la vocation de développer tout le sud-ouest sur le plan touristique, constituent aussi de puissants facteurs de développement économique , en ce sens que tout le monde en tirera parti, principalement les populations riveraines.

Le bénéfice peut s'apprécier en terme :

- d'alimentation des villages en électricité et en eau potable
- de construction d'écoles primaires et de centres de santé

- de développement des cultures vivrières et maraîchères par les jeunes des villages avec possibilité d'ouverture d'une centrale d'achat,
- de création d'emplois pour les jeunes justifiant d'une formation suffisante.

### ***Les projets en cours d'études***

- Projet d'achèvement de l'hôtel municipal de Fresco. La Commune est en pourparler avec un investisseur qui veut s'engager à achever les travaux de construction de l'hôtel et assurer en même temps sa gestion.
- Projet de construction d'un complexe touristique à Taki de 50 chambres d'un coût de 1.500.000.000 F CFA.
- Projet d'extension de la Langouste d'or de Monogaga. Construction de 50 suites complémentaire d'un coût de 234.000.000 F CFA.

Au niveau du Haut Commissariat au Tourisme, il vient d'être élaboré un projet de décret de création de zone d'intérêt touristique prioritaire et protégée qui s'étend sur la bande côtière limitée au Sud par la ligne de la haute mer qui s'étend de la frontière du Ghana à l'est à la frontière du Libéria à l'Ouest, à l'Est et à l'Ouest par le segment de droite de longueur 2 km mesurés sur chacune des lignes des frontières depuis le niveau de la haute mer, au Nord par la ligne imaginaire de profondeur 2 km depuis le niveau de la haute mer.

Dans le cas des zones comportant un cordon littoral, cette ligne prend en compte toute la largeur du cordon littoral et une profondeur de 1 km à partir de la bordure Nord de la lagune. Le projet de décret est soumis à l'avis du Gouvernement et sera mis en application dès sa signature.

### ***3.2.8. Le commerce***

Le port d'Abidjan traite 90% du commerce maritime national, 66% des exportations et 96% des importations. En 1988, Abidjan a généré 90% de la valeur ajoutée dans les échanges.

Le Port de San-Pédro a traité un trafic global de 985 430 T de marchandises en 1990 ( Import : 147 668 T; export 837 762 T).

### ***3.3. Conditions de logement***

A Abidjan les espaces bâtis, représentent 55% de la superficie totale. Les 5500 ha de logements, enregistrés en 1989, représentent 374000 habitations et 411000 ménages (1,1 ménage par unité d'habitation), c'est-à-dire une proportion moyenne de 68 unités d'habitation par hectare de logement (147 m<sup>2</sup> de terre par unité d'habitation). En terme de population, cela correspond à une densité moyenne de 320 habitants/ha et 31 m<sup>2</sup>/habitant.

Mais dans les grandes villes la majorité (plus que 70%) des ménages vit dans des habitations de type évolutifs (cour traditionnelle) et des unités marginales d'habitation avec plus souvent absence d'eau potable, d'électricité et de systèmes sanitaires adéquats.

Les maisons d'habitation sont en général mal adaptées aux conditions climatiques et aux modes d'occupation.

### ***3.4. Conditions de santé***

la Côte d'Ivoire, situé dans la zone tropicale, connaît une épidémiologie fortement typée par sa géographie, avec une forte dominante de maladie infectieuses et parasitaires qui représentent 50 à 60% de la mortalité observée. Cependant, 30 années de rapport avec le monde industriel lui ont apporté les maladies dites du développement, telles que les affections cardiovasculaires, les traumatismes du machinisme et de la route, les consommations abusives

d'alcool et de drogue, qui sont toutes en forte augmentation. A cela vient s'ajouter depuis une décennie, la tragique pandémie du SIDA, qui atteint le pays de plein fouet.

Les années '60, qui avaient été marquées par une forte croissance économique, ont particulièrement profité au système sanitaire qui s'est développé par la mise en place d'un réseau de formations sanitaires à travers le territoire national, dont l'animation avait été assurée par un personnel qualifié issu d'une politique volontariste de développement des ressources humaines.

Malheureusement la crise économique des années '80, couplée à la forte démographie que connaît le pays, a exercé une lourde pression sur le système sanitaire qui, malgré son infrastructure imposante, est resté peu performant au regard des faibles taux de fréquentation dont l'explication réside essentiellement dans la non satisfaction des besoins essentiels de la population.

A partir de 1990, les efforts entrepris par le gouvernement dans le cadre du Programme de Valorisation des ressources humaines ont crédité le système de réelles potentialités en raison du rattrapage des retards accumulés au cours de la décennie précédente.

Les principaux centres hospitaliers à même de fournir certains soins spéciaux sont concentrés dans la zone d'Abidjan avec plus de 66% des cliniques du pays et 85% des pratiques médicales.(Fig. 9).

En moyenne, il y a un dispensaire pour 11540 habitants et une maternité pour plus de 25000 personnes. Les proportions de couverture sont de 1 hôpital pour 1260 habitants en zone urbaine et 1 pour 15290 habitants en zone rurale; une sage-femme pour 5125 habitants en zone urbaine et 1 pour 12250 habitants en zone rurale. Pour l'ensemble du pays l'on compte 1 médecin pour 8860 habitants.

Les conditions de santé ont été améliorées si bien que l'espérance de vie est passée à 57,3 ans et le taux de mortalité infantile a considérablement diminué.

L'amélioration escomptée pour l'an 2005 de l'état général de la santé de la population se caractérisera, entre autres indicateurs, par une mortalité infantile de l'ordre de 50 pour 1000, une mortalité maternelle inférieure à 200 pour 100 000 en milieu rural, une espérance de vie à la naissance de 60 ans, une couverture vaccinale adéquate de 90%, un taux de malnutrition inférieur à 12%, une élimination des carences en iode, fer et vitamine A, un taux d'utilisation des sachets de réhydratation orale de 80%.

En outre, la poliomyélite, la dracunculose et le tétanos néonatal seront éradiqués.

*Tableau 18 : Quelques indicateurs de l'état de santé de la population*

| INDICATEURS   | NIVEAU 1996                             | NIVEAU 2005                 |
|---|---|-----------------------------|
| Mortalité infantile   | 88 pour mille                           | 50 pour mille               |
| Mortalité maternelle  | 400 pour 100 000 naissances             | 200 pour 100 000 naissances |
| Espérance de vie à la naissance   | 56                                      | 60                          |
| Couverture vaccinale des enfants  | 50                                      | 90                          |
| Malnutrition des enfants  | 25                                      | 12                          |
| Utilisation des sels de réhydratation orale                             |   | 10% 80%                     |
| Poliomyélite  | Cas déclarés                            | Eradiqué                    |
| Ver de Guinée   | 3000 cas                                | Eradiqué                    |
| Tétanos néonatal  | Cas déclarés                            | Eradiqué                    |
| Couverture dispensaires ruraux  | 1 pour 10 000 hts                       | 1 pour 10 000 hts           |
| Couverture maternités rurales en âge de procréer                        | 1 pour 14 000 femmes en âge de procréer | 1 pour 6 600 femmes         |
| Population vivant dans une localité disposant d'une formation sanitaire | 54%                                     | 80%                         |
| Population vivant à moins de 5 km                                       | 14%                                     | 10%                         |

|                           |                     |                  |
|---------------------------|---------------------|------------------|
| d'une formation sanitaire |                     |                  |
| Couverture médecins       | 1 pour 9 000 hts    | 1 pour 6 600 hts |
| SIDA                      | Contrôle            |                  |
| Paludisme                 | Contrôle            |                  |
| Lèpre                     | Contrôle, éradiquée |                  |

**Figure 9 : Répartition des infrastructures sanitaires**  
(missing)

## 4. SYSTÈMES PHYSIQUES

### 4.1. Etablissements, utilisation des terres et de la mer

#### 4.1.1 Urbanisation et établissements humains

Le taux d'urbanisation est autour de 4,7%. Mais la répartition de la croissance urbaine est disproportionnée. Après une période largement dominée par la croissance explosive d'Abidjan, ce sont certaines villes de l'intérieur (comme San-Pédro) qui ont connu la croissance la plus soutenue. En raison de l'absence de recensements réguliers, il est difficile d'estimer cette croissance. La population d'Abidjan représente plus de 45% de la population urbaine du pays. A l'exception donc d'Abidjan qui à une population d'environ 2,5 million d'habitants, la population des autres villes dans la zone côtière varie de 5 000 à 80 000 habitants.

#### 4.1.2. Occupation du sol

La zone côtière comprend :

- des endroits non appropriés pour des activités agricoles; ils représentent environ 5% de la surface de la zone côtière. Ce sont les zones d'installation de diverses infrastructures, les zones urbaines, les plans d'eau et surfaces rocheuses;
- les propriétés permanentes de l'état telles que les aires protégées et les parcs nationaux; ils couvrent environ 6% de la surface de la zone;
- le domaine rural qui couvre les 89% restants et qui se divise en terres agricoles et forêts.

Dans la zone d'Abidjan, une enquête du BNET(ex DCGTx), en 1989 sur l'utilisation de 36 000 ha montrait que 62% des terres étaient non bâties, 28,6% étaient bâties et 9,4% en terrain urbain. Par rapport aux espaces bâtis, l'habitat représente 55%, les activités 17,4% et les équipements 27,6%.

#### 4.1.3. Utilisation de la mer

La mer est utilisée pour le transport maritime, la pêche, exploitation des ressources pétrolières et du gaz, les activités touristiques et de récréation et aussi pour les rejets d'eaux usées et de déballastage des navires pétroliers.

### 4.2. Transport

La Côte d'Ivoire possède un des meilleurs réseaux routiers du continent (Fig. 10). Le réseau routier de la zone côtière comprend une route côtière qui va de la frontière du Ghana à celle du Liberia et qui est connectée à toutes les villes côtières.

Ce réseau comprend aussi des routes bitumées et non bitumées reliant entre elles les différentes localités de la zone et le reste du pays. Le parc automobile, avec la ville d'Abidjan

qui contient plus des 50% des véhicules du pays, est bien fourni. Avec la libéralisation de l'importation des véhicules d'occasion, le parc automobile s'est accru considérablement, créant ainsi dans la zone d'Abidjan, de nombreux et fréquents embouteillages accompagnés de la pollution de l'air.

Le réseau ferroviaire traverse la zone Côtière du sud au nord sur environ 50 km. Le transport ferroviaire s'est détérioré en termes de qualité et quantité, si bien que sa part dans le transport intérieur du pays a diminué, de 4,7% en 1971 à 2% en 1991.

Le trafic dans les 2 ports principaux (Abidjan et San-Pédro) était de 6,1 million de tonnes de marchandises débarquées et de 4,2 million de tonnes de marchandises embarquées. Le port d'Abidjan est un des plus importants de l'Afrique noire francophone. En outre, il dessert certains pays enclavés, comme le Mali et le Burkina Faso. Le transport lagunaire est d'intérêt local. A l'exception des bateaux-bus de la SOTRA, ce mode de transport relève du secteur informel.

Le transport aérien de la zone est concerné par un aéroport international (Abidjan) et des aérodromes revêtus desservis par la compagnie nationale Air Ivoire.

#### **4.3. Approvisionnement en eau**

Un grand effort a été fait en Côte d'Ivoire en matière d'approvisionnement en eau. En effet, en 1988, il a été estimé que 85 à 100% de la population urbaine et 75% de la population rurale ont accès à l'eau potable, soit directement dans les maisons avec des conduits d'eau courante ou indirectement avec des pompes publiques ou avec des revendeurs.

La consommation de l'eau varie d'une ville à une autre. Pour Abidjan, la consommation d'eau est estimée entre 80 et 100 l/jour/habitant, mais cette consommation décroît à 25 l/jour/habitant pour d'autres villes (la moyenne du pays étant 55 l/jour/habitant).

Abidjan est entièrement approvisionnée en eau par une nappe phréatique, alors que plusieurs villes sont à 73% approvisionnées par l'eau de surface.

#### **4.4. Assainissement**

le réseau d'assainissement d'Abidjan représente 1 700 km de conduits et plus de 50 ouvrages. Environ 1 million de personnes à Abidjan (30% de la population) sont connectées au réseau d'égouts qui décharge ses eaux usées dans la lagune sans traitement. Le reste de la population n'est connecté à aucun autre système d'égouts. Leurs eaux usées se retrouvent aussi en lagune, soit par les écoulements de surface ou par les rejets des vidanges des fosses d'aisance et des fosses septiques. Les boues des fosses septiques rejetées en lagune, contribuent pour environ 45% au DBO5 et 65% à la charge de matière solide en suspension.

La plupart des industries rejette leurs effluents dans la lagune ou les cours d'eau à proximité. Les stations de traitement des effluents, quand elles existent, soit ne fonctionnent pas, soit fonctionnent mal.

Les rivières et les fleuves constituent d'importants chemins par lesquels les polluants de source agricole entrent dans les eaux côtières. Bien qu'il ait un manque de données sur l'importance et les implications écologiques des apports fluviaux dans ces eaux, le lessivage des engrais et des pesticides vers les cours d'eau et ensuite vers les lagunes, pose les problèmes d'eutrophisation et de contamination chimique.

Malgré les efforts pour améliorer l'assainissement et le drainage des eaux usées ou pluviales dans certaines villes et à Abidjan (émissaire en mer), la situation reste préoccupante.

#### **4.5. Déchets solides**

La production quotidienne d'ordures ménagères est estimée à 2 300 t à Abidjan, soit environ 1 kg/hab./jour. La composition de ces déchets est la suivante : matières putrescibles : 44%;

cendres et sables : 36%; autres (métaux, verres, textiles, papiers, plastiques) : 20%. La quantité collectée est faible et ne semble pas s'améliorer : 1380 t/jour, soit 60% alors qu'elle était de 77% en 1984. Il reste donc 900 t/jour de déchets qui constituent des dépôts sauvages.

Dans les autres villes, les données sont incomplètes. Le taux moyen de production, la densité moyenne, la composition, le taux de ramassage, etc., varient largement d'une ville à l'autre. On peut retenir une production de 0,7 à 0,9 kg/hab./jour et des densités moyennes de 0,4 à 0,5.

A Abidjan, les déchets, sans discernement (chimiques, toxiques, inflammables, biomédicaux...) sont déversés à la décharge d'Akouédo, dont le drainage naturel se fait vers la lagune Ebrié à moins de 2,1 km. Dans la plupart des autres villes, les décharges sont à peine aménagées et ne font pas l'objet de reconnaissances méthodiques.

#### **4.6. Fourniture d'énergie**

En 1990, le bilan énergétique de la Côte d'Ivoire (Tabl.14) a montré une offre nette finale en énergie de l'ordre de 3,4 Mtep (Millions de tonnes équivalent pétrole). Les pertes à la carbonisation (fabrication de charbon de bois : 1,6 Mtep), au raffinage (0,24 Mtep) et à la production d'électricité (0,42 Mtep) porte le total de l'énergie primaire produite (hors importations et soutage) à 5,7 Mtep. La consommation réelle est fonction de l'efficacité de l'utilisation finale.

#### **Figure 10 : Réseau routier** (missing)

*Tableau 19 : Evolution de la production et de la consommation d'énergie*

|                                 | 1985/1986 | 1989/1990 | 1992/1993 | 1994/1995      |
|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|----------------|
| Production brute (GWH)          | 2 059     | 2 317     | 2 251     | 2 557          |
| Energie brute (GWH)             | 1 790     | 1 940     | 1 859     | 2 070          |
| Energie facturée (million Fcfa) |           | 85 234    | 93 304    | 89 108 119 164 |

Source : CIE

Ce bilan de 1990 montre la prédominance de la biomasse (bois, charbon, les résidus agro-industriels et agricoles) comme source de production (71 à 73% de énergie consommée) et la prédominance des ménages comme consommateurs finaux de la biomasse (67%).

D'autres sources d'énergie dont les hydrocarbures et l'hydroélectricité, qui constituent la fraction la plus importante, sont également utilisées.

#### **Emission en air des sources énergie**

Les principales sources d'émission en air sont les centrales thermiques (il y a une à Vridi - Abidjan), les unités industrielles (à travers leurs procédés de transformation et de production et à travers la consommation de combustibles), les moyens de transport (véhicules, avions, bateaux), les ménages utilisant le charbon et le bois pour la cuisson et le kérosène pour l'éclairage. Mais la plus importante émission de SO<sub>2</sub> vient des activités portuaires et des unités industrielles. Ce sont les trafics routiers, les centrales thermiques et les activités portuaires qui contribuent le plus à l'émission de NO<sub>x</sub>. Les hydrocarbures et le monoxyde de carbone sont principalement produits par les trafics routiers.

Les problèmes environnementaux sont dus principalement à des causes naturelles et anthropiques.

a) les causes naturelles dues à la modification du climat et à la fermeture des passes lagunaires.

b) les causes anthropiques qui incluent les pollutions (industrielles, agricoles, domestiques, accidentelles, opérationnelles) et nuisances (présence de végétaux flottants sur les plans d'eau, les mauvaises odeurs), la surexploitation des espèces (due à l'utilisation des engins de pêche inadaptés, à l'absence de réglementation en matière de pêche, au nombre pléthorique de navire de pêche et à la pêche incidente), la dégradation des habitats (consécutives à l'extraction de sable et de graviers), l'occupation incontrôlée des sols (agriculture liée à la pression des populations, urbanisation), introduction d'espèces étrangères qui entrent en compétition avec les espèces autochtones.

## 5. PRINCIPAUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX DE LA ZONE CÔTIÈRE

### 5.1. Pollution aquatique

Certaines lagunes ou parties de lagunes (baies de la lagune Ebrié) montrent des signes de pollution caractérisée par le phénomène d'eutrophisation et périodiquement par des morts massives de poissons. La mauvaise opération ou le manque de systèmes de traitement des eaux usées a entraîné le rejet de ces eaux dans certains cours d'eau. Par conséquence, ces eaux de surface sont fortement polluées : contamination fécale dans la partie centrale de la lagune Ebrié; concentrations basses ou même absence d'oxygène au fond des baies autour d'Abidjan; et des changements subséquents dans la faune benthique dominée par certaines espèces (comme les oligochètes) considérées comme indicateurs d'une forte pollution.

Le problème des rejets des eaux usées industrielles se pose essentiellement à Abidjan. Les pollueurs potentiels sont concentrés dans cette ville où ils représentent 65% de toute les industries du pays. Sur 224 pollueurs, 40 unités sont considérées comme les principales sources préoccupantes. Elles rejettent 224 000 kg/j de DCO.

Les eaux usées industrielles insuffisamment traitées contiennent des composés nocifs, des germes pathogènes, des résidus chimiques, des solides dissous et en suspension, des matières organiques, les graisses et les huiles.

Les plans d'eau de la zone côtière sont aussi soumis aux eaux de ruissellement des terres agricoles contenant des engrais et des pesticides et à celles des ménages non raccordés au système d'égouts. Ils sont à certains endroits envahis par des végétaux aquatiques flottants.

Les effets de ces eaux usées et ces plantes flottantes sur les écosystèmes aquatiques côtiers varient de l'eutrophisation et de l'épuisement de l'oxygène à la détérioration de la condition sanitaire, la contamination des écosystèmes, la dégradation des habitats, la bio-accumulation des composés toxiques dans la chaîne trophique, des mortalités massives de poissons et à la perte de la biodiversité.

### 5.2. Indices de pollution fécale

Aucune étude n'a été faite concernant la pollution fécale de l'environnement marin. Les études effectuées sur l'environnement lagunaire ont permis de tirer les conclusions suivantes (Tabl. 20) :

Tableau 20 : Indicateurs de contamination bactérienne

| Paramètres          | Indicateurs |         | Valeur |  |
|---------------------|-------------|---------|--------|--|
|                     | Maximum     | Minimum |        |  |
| Streptocoque fécaux | NbB/100 ml  | 104     | 0      |  |
| Coliformes fécaux   | NbB/100 ml  | 105     | 0      |  |
| Coliformes totaux   | NbB/100 ml  | 105     | 102    |  |

La pollution se révèle très forte en milieu lagunaire Ebrié surtout dans la zone. Cette pollution est le fait des eaux résiduaires, des ordures ménagères, surtout des excréments rejetés directement ou par l'intermédiaire des égouts sans traitement préalable.

Si l'on se réfère aux normes O.M.S./PNUE (concentrations < 1000 coliformes fécaux ou streptocoques fécaux par 100 ml dans 90% des échantillons), les eaux de la lagune Ebrié sont impropres à toute baignade.

### **5.3. Gestion des déchets solides**

Les déchets solides proviennent des activités domestiques, industrielles et hospitalières. Ils contiennent une variété de composés potentiellement nocifs pour l'environnement, comme les matières organiques, des métaux, des plastiques, des débris de verre, de l'huile, des organismes pathogènes et des substances toxiques. Il y a insuffisance dans la collecte des déchets domestiques. Par conséquent, les déchets non collectés sont, à dessein, ou clandestinement jetés dans certains endroits sensibles aux abords des lagunes, sur les plages) de la zone côtière qui interfèrent avec les conditions hydrologiques locales et causent des problèmes de pollution, avec subséquemment, la dégradation des habitats.

Les dépotoirs reconnus reçoivent sans discernement tous les déchets ménagers, industriels, y compris les déchets chimiques, toxiques, biomédicaux, les odeurs et la vue de ces dépotoirs agréés (tel que le dépotoir d'Akouédo) ou non (dépôts sauvages sur les plages ou autres endroits) limitent les opportunités de logement, du tourisme et de récréation dans le voisinage.

### **5.4. Erosion Côtière**

L'érosion côtière est généralement accélérée à cause de :

- l'endiguement des fleuves et l'exploitation de leurs alluvions, réduisant les apports solides vers les milieux lagunaires et marins à travers les embouchures ;
- l'exploitation du sable de plage qui accentue les effets dus au départ naturel du sable par la dérive littorale ;
- le développement et les aménagements portuaires, perturbant la dynamique sédimentaire littorale ;
- et à un niveau moindre, l'élévation du niveau de la mer.

L'érosion côtière est alarmante à Grand-Lahou, Abidjan (baie de Port-Bouët) et Grand-Bassam. Les vitesses de l'érosion peuvent aller jusqu'à 1 m/an en moyenne. A certains endroits tels que Grand-Lahou les vitesses atteignent parfois 3 m/an. Les effets de cette érosion sont plus préoccupants dans la région d'Abidjan à cause des intérêts socio-économiques mis en jeu.

### **5.5. Dégradation de la forêt**

Le patrimoine forestier est sérieusement dégradé. Plusieurs facteurs ont contribué à cette dégradation :

- l'importante utilisation de la biomasse comme source énergie domestique (environ 71% des besoins en énergie) ;
- les activités d'exploitation non contrôlées et illégales des forêts.

Le taux de déforestation atteint par la Côte d'Ivoire fait d'elle le premier pays africain exportateur de bois et cela représente la troisième ressource en terme de revenu. Bien que les relations entre la déforestation et le changement climatique n'ont pas été précisément et scientifiquement établies en Côte d'Ivoire, il est connu que la déforestation a des conséquences sur le flux du carbone dans l'atmosphère et sur les saisons.

Cette dégradation a été la cause de l'extinction de certaines espèces, aussi bien fauniques que floristiques.

Ce chapitre analyse les législations environnementales en Côte d'Ivoire et les institutions (y compris les ONGs en environnement) responsables de leur mise en oeuvre. Elles ne sont pas spécifiques à la zone côtière, mais concernent le pays entier.

## **6. TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET INSTITUTIONS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT**

### **6.1. Législations environnementales**

La Côte d'Ivoire dispose d'une législation importante qui porte sur les domaines de la forêt, des aires protégées, des eaux, des installations classées, de l'utilisation des terres, de la protection de la faune.

Les principaux textes en vigueur sont :

\* Forêt : loi du 20 Décembre 1965 portant Code Forestier; décret de 1978 transférant certaines forêts classées dans le domaine rural ;

\* Environnement industriel : décret du 20 Octobre 1926 relatif aux établissements classés et arrêté du 28 Juin 1989 fixant leur nomenclature ;

\* Protection de la nature : loi du 4 Août 1965 relative à la protection de la faune à l'exercice de la chasse; arrêté numéro 3 du 20 Février 1974 fermant la chasse sur toute l'étendue du territoire national ;

\* L'eau : décrets du 5 Mars 1921, du 25 Mai 1955 portant réglementation du domaine public; décret du 19 Mars 1921 sur la police et la conservation des eaux ; circulaire du 7 Septembre 1955 et chargés des services distributeurs d'eau potable ;

\* Loi No 88-651 de Juillet 1988 portant protection de la santé publique et de l'environnement contre les effets des déchets toxiques et nucléaires et des substances nocives ;

\* Loi No 95- 553 du 18 Juillet 1996 portant Code Minier qui comporte des dispositions pour la protection de l'environnement ;

\* Loi No 96-766 du 3 Novembre 1996 portant Code de l'Environnement; des décrets d'application complétant ce Code ont été signés (comme le décret No 96-894 du 8 Novembre 1996 sur l'Etude d'Impact Environnemental) ou sont en préparation pour la mise en oeuvre de ce Code.

Certains projets de textes ou de regroupements de textes sont en cours d'examen ou de préparation. Il s'agit de :

\* Projet de loi et décret sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

\* Projet de Code de l'Eau.

Le Code de l'Environnement représente la première tentative du Gouvernement de créer un cadre légal, intégré et intersectoriel pour gérer les défis nationaux en matière d'environnement.

### **6.2. Traités et conventions internationales**

La Côte d'Ivoire est membre d'un certains nombres de conventions et de protocoles internationaux dont les plus importants sont :

\* Protocole relatif à la convention internationale de 1973 pour la préservation de la pollution par les navires (MARPOL, entré en vigueur le 2 Octobre 1983). La Côte d'Ivoire est membre depuis le 5 Octobre 1987 ;

\* Convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures (entrée en vigueur le 6 Mai 1985); entrée en vigueur en Côte d'Ivoire le 7 Avril 1988 ;

\* Convention internationale de 1973 pour la préservation de la pollution par les navires (MARPOL 1973); ratifiée en Côte d'Ivoire par la loi No 87-776 en 1987 ;

\* Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures. Ratifiée le 21 Juin 1973, entrée en vigueur le 15 Juin 1975 ;

\* Convention internationale portant création d'un fond international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (faite à Bruxelles le 18 Décembre 1971, entrée en vigueur le 16 Octobre 1978); la Côte d'Ivoire y a adhéré le 5 Octobre 1987 ;

\* Convention sur la préservation de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets; entrée en vigueur le 30 Août 1975; la Côte d'Ivoire y a adhéré le 9 Octobre 1987 ;

\* Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre; ratifiée le 23 Mars 1981 et entrée en vigueur en Côte d'Ivoire le 5 Août 1984 ;

\* Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique; entré en vigueur le 5 Août 1984; entré en vigueur en Côte d'Ivoire le 5 Août 1984 ;

\* Convention Africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, Alger 1968; entrée en vigueur en Côte d'Ivoire le 16 Juin 1969 ;

\* Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, Paris 1972; entrée en vigueur en Côte d'Ivoire le 9 Avril 1981 ;

\* Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction (Washington, 1973); entrée en vigueur en Côte d'Ivoire en Février 1993 ;

\* Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitat de la sauvagine; ratifiée en Côte d'Ivoire en Février 1993 ;

\* Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination (22 Mars 1989); La Côte d'Ivoire est membre depuis le 9 Juin 1994 ;

\* Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique (signée le 31 Janvier 1991); ratifiée par la Côte d'Ivoire le 9 Juin 1994 ;

\* Convention de Rio sur la diversité biologique (Juin 1992); ratifiée par la Côte d'Ivoire le 14 Novembre 1994 ;

\* Convention de Rio sur le changement climatique (Juin 1992); ratifiée par la Côte d'Ivoire le 14 Novembre 1994.

### **6.3. Institutions impliquées dans la gestion de l'environnement**

La Conférence de Stockholm en 1972 a été le point de départ de l'intérêt de la Côte d'Ivoire pour la protection de l'environnement. Par la suite, la gestion de l'environnement a été confiée successivement à plusieurs départements : Secrétariat d'Etat à la Protection de la Nature, Ministère de l'Environnement, Commission Nationale pour l'Environnement. Depuis le 14 Novembre 1991, un Ministère est chargé de l'Environnement. Du fait de cette discontinuité dans les structures en charge de l'Environnement, plusieurs Ministères s'y sont intéressés. Ainsi sur un ensemble de 36 Ministères, 13 sont impliqués dans la protection et la gestion de l'Environnement. Mais c'est le Ministère du Logement, du Cadre de Vie et de l'Environnement qui est chargé de la conception et de la mise en oeuvre de la politique environnementale du Gouvernement. Parmi ceux qui jouent un rôle dans la protection de l'environnement, il faut retenir 3 types d'institutions : gouvernementales (ou Ministères), non gouvernementales (ONGs) et privées.

Le Ministère du Logement, du Cadre de Vie et de l'Environnement (MLCVE) est la structure gouvernementale responsable de la formulation et coordination de la politique environnementale nationale et de l'examen des études d'impacts environnementaux. Les actions au sein du Ministère sont confiées à 5 structures : la Direction de l'Environnement, point focal de toutes activités relatives à l'Environnement, est chargée de la conception globale des politiques; l'Agence Nationale de l'Environnement de Côte d'Ivoire (ANDECI), chargée de la mise en oeuvre du Plan National d'Action Environnementale (PNAE) en vue d'une meilleure maîtrise des problèmes environnementaux; la Direction de la Construction et de l'Assainissement, responsable de la construction et de la gestion des problèmes d'assainissement et de drainage; le Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL), chargé de la mise en oeuvre du réseau national d'observation de la qualité des eaux continentales, marines et lagunaires; et le Service de l'inspection des installations classées, qui gère les établissements générant des déchets.

Le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales (MINAGRA) est chargé de la lutte contre le déboisement et les feux de brousse, la gestion du patrimoine forestier, les parcs nationaux et les réserves ainsi que la gestion des ressources agricoles. Il est aussi chargé de la protection des sols, des eaux et de la végétation.

Le Ministère du Plan et du Développement Industriel est responsable de l'environnement industriel. Il a sous sa tutelle le Laboratoire National d'Essais de Qualité Métrologique et d'Analyses des Pollutions (LANEMA) spécialisé dans les contrôles et analyses de la pollution industrielle.

Le Ministère des Infrastructures Economiques, à travers sa Direction de l'Eau (DE), est chargé du développement, de l'exploitation et de la conservation des ressources en eaux du pays.

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'innovation Technologique (MESRIT), grâce à ses structures de recherche et de leurs programmes de recherche, contribue, entre autre, à la connaissance des écosystèmes naturels et des mécanismes de leurs dégradations. Il a sous sa tutelle des structures telles que le Centre de Recherches Océanologiques (CRO), l'Institut de Recherches des Forêts (IDESSA), l'Institut de Recherche sur les Energies Nouvelles (IREN)... Il participe aussi, au même titre que le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation de Base, aux activités de formation et à la promotion de l'éducation environnementale.

L'amélioration de la qualité de la vie et des problèmes sanitaires ainsi que le renforcement de la santé environnementale sont sous le contrôle du Ministère de la Santé Publique.

Le Ministère des Affaires Etrangères est chargé du suivi de la procédure de ratification des accords et traités internationaux, de leur mise en application et de leur conservation.

Le Ministère de l'Intérieur et de l'Intégration Nationale a la conduite de la direction et coordination des opérations en cas de calamités naturelles et de catastrophes.

Les Ministères, comme celui de la Famille et de la Promotion de la Femme, la Culture, la Promotion des Jeunes et la Communication entreprennent tous des actions qui ont des impacts plus ou moins importants en matière de gestion environnementale.

Plusieurs organismes interministériels de protection de l'Environnement ont aussi été créés .  
Ce sont :

- la cellule de Coordination des aires protégées de la route côtière;
- le comité interministériel pour la protection de l'environnement de la route côtière Grand-Lahou - Sassandra;
- le comité consultatif des pêches;
- le comité national de salubrité;
- le comité national d'hygiène publique.
- le groupe de travail sur l'érosion côtière à Port-Bouet,

Dans le souci de combler le manque de coordination entre les différentes institutions impliquées dans le domaine de l'environnement, le Gouvernement, avec l'aide financière de plusieurs organismes, a préparé un Plan National d'Action Environnemental. Il répond ainsi à la volonté du pays de se doter d'un document d'orientation et d'un ensemble de projets qui permettent de cerner les problèmes environnementaux de la Côte d'Ivoire, dans sa réalité et dans sa complexité.

Les Organisations Non-Gouvernementales (ONGs) impliquées dans la protection de l'environnement deviennent de plus en plus actives, malheureusement, elles n'ont pas encore véritablement joué leur rôle de soutien, de complémentarité, de critique constructive de l'action gouvernementale. Grâce au Fonds pour l'Environnement Mondial, certaines ONGs s'organisent pour plus d'efficacité dans leurs actions.

Comme institutions privées impliquées dans des actions environnementales, il y a des sociétés de gestion des déchets solides qui participent à la collecte des déchets industriels.

## 7. STRATÉGIES

Les stratégies à mettre en œuvre devront s'appuyer sur le Plan National d'Action Environnemental, avec un accent particulier sur les points recommandés par la convention sur la biodiversité à savoir :

- Etude d'impact Environnemental
- Education - Information - Sensibilisation et la Recherche
- Valorisation des connaissances traditionnelles
- Accès aux ressources génétiques

### 7.1. Etude d'Impact Environnemental en Côte d'Ivoire

Le Décret No 96-894 du 8 Novembre 1996, déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement, est un des décrets d'application du Code de l'Environnement.

### 7.2. Dispositions du Décret

Quand un projet, en raison de sa nature, de ses dimensions, de la sensibilité du site qui l'accueille, risque de porter atteinte à l'environnement, l'administration de tutelle chargée d'instruire le dossier technique devra requérir au préalable l'autorisation du Ministère chargé de l'Environnement. L'autorisation est accordée sur la base d'une étude d'impact sur l'environnement.

Le Décret est fait de 21 articles et 4 annexes qui parlent des dispositions, des règles de procédure et administratives et du contenu de l'EIE.

### 7.3. Sites soumis à l'EIE

**Ce sont :**

- Aires protégées et réserves analogues
- Zones humides et mangroves
- Espaces d'intérêt scientifique, culturel, touristique
- Zones définies écologiquement sensibles
- Périmètre de protection des points d'eau
- Espaces maritimes sous juridiction nationale ou internationale ou autres eaux internationales.

### 7.4. Rôles et responsabilités

\* Maître d'ouvrage ou pétitionnaire : la personne physique ou morale auteur d'une demande d'autorisation concernant un projet ou programme privé, ou autorité publique initiatrice du projet. Il est chargé de la réalisation du constat d'impact et de l'EIE. Il peut recourir à un organisme ou consultant indépendant de son choix pour exécuter l'EIE, mais l'utilisation partielle (2/3 de consultants nationaux au moins) ou entière des compétences nationales est obligatoire.

Il peut aussi avoir recours à l'arbitrage des autorités de tutelle pour contester une décision notifiée par le Ministère chargé de l'Environnement. Il est tenu de verser une taxe au fonds de l'environnement pour l'examen de son dossier EIE par le Bureau d'étude d'impact.

\* Bureau d'étude d'impact : l'organe du Ministère chargé de l'Environnement qui instruit les dossiers d'étude d'impact. Il réunit des spécialistes des différentes disciplines nécessaires pour une appréciation correcte des conséquences d'un projet sur tous les aspects de l'environnement concernés par celui-ci. Ce bureau est chargé de :

- l'assistance technique aux différentes structures impliquées;
- la définition des termes de référence de l'EIE en concertation avec l'administration technique de tutelle, le maître d'ouvrage, ou pétitionnaire ou son représentant et éventuellement le public;
- l'enregistrement et l'évaluation des constats d'impact et des EIE aux fins d'autorisation sous le sceau du Ministre chargé de l'environnement;
- l'audit et le suivi des mesures préconisées par l'EIE;
- l'organisation des enquêtes publiques, avec les administrations concernées;
- la diffusion des informations susceptibles d'éclairer objectivement l'appréciation des mesures envisagées et leurs portées.

\* Le public : il participe à l'EIE à travers les enquêtes publiques organisées par le maître d'ouvrage ou par les membres du bureau d'étude d'impact. Le public aide dans l'acquisition des données et des informations.

## **SCHÉMA DE PROCÉDURE NATIONALE DE L'EIE**

## 8. PRIORITÉS GOUVERNEMENTALES

Ce chapitre, basé sur le Plan National d'Action Environnemental, contient un résumé :

- de la politique nationale en matière de protection de l'Environnement et
- des actions prioritaires pour la protection de l'Environnement.

Cette politique et ces actions ne sont pas spécifiques à la zone côtière, mais concernent le pays entier.

### 8.1. Contexte général

Le PNAE fournit un cadre cohérent, qui crée les bases légales et institutionnelles pour une multitude d'interventions sectorielles. La gravité de la dégradation environnementale a été reconnue. Aussi en coopération avec un certain nombre de bailleurs de fonds, le Gouvernement s'est engagé à améliorer la gestion des ressources naturelles du pays et à protéger l'Environnement.

La mise en oeuvre du Plan coûtera 244 millions de dollars US pour une période de 5 ans, à partir de 1997. Les 25% de ce coût total (c'est à dire 61 millions de dollars US) seront fournis par le Gouvernement et le reste fera l'objet de recherche auprès des bailleurs de fonds.

Depuis son adoption en Juin 1995, et jusqu'à tout récemment (Juillet 1997), la coordination et la mise en oeuvre de PNAE étaient assurées par le Secrétariat permanent de suivi du PNAE. Il vient d'être relayé dans sa tâche par l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE).

Le PNAE a été conçu pour améliorer la gestion environnementale, par le renforcement des institutions du secteur publique et des efforts de capacité au niveau local.

Les stratégies du PNAE peuvent être divisées en 3 domaines d'intervention qui sont:

#### \* *Gestion des ressources naturelles*

Objectif général : promouvoir une stratégie de développement durable et gérer de manière rationnelle les ressources naturelles.

#### \* *Biodiversité*

Objectif général : protéger le patrimoine de biodiversité.

#### \* *Cadre de vie*

Objectif général : améliorer le cadre de vie de la population a travers une meilleur gestion des déchets et des pratiques de santé communautaire.

En plus de ces orientations générales, des activités transversales seront initiées pour supporter ces domaines d'intervention, y compris, par exemple, le renforcement des institutions et des réglementations, le développement des ressources humaines et de la recherche, les campagnes de prise de conscience environnemental et la participation communautaire.

### 8.2. Actions prioritaires

Le contexte général, dont il a été question plus haut (gestion des ressources naturelles, biodiversité et le cadre de vie), a pour but de créer un cadre dans lequel des programmes et stratégies spécifiques seront développés. Les projets du PNAE examineront les questions relatives à l'agriculture/les ressources naturelles, industrie/énergie /transport/ tourisme,

environnement côtier/urbain, gestion des établissements humains, prise de conscience publique et participation communautaire, cadre institutionnel /réglementaire.

### **8.2.1. Réglementation et institutions**

Le problème de la dégradation des ressources naturelles est en partie le résultat des faiblesses dans le cadre des réglementations. Le Code de l'Environnement (Loi No. 96-766 du 3 Octobre 1996), avec ses décrets d'application (en préparation), aura les réglementations nécessaires pour renforcer la politique et la législation en matière de protection de l'Environnement. Cette législation renferme des domaines importants telles que la santé publique, l'utilisation des substances toxiques, les différentes formes d'énergie, l'EIE et la gestion des ressources naturelles. Ce Code prévoit des institutions avec autorité nécessaire pour mettre entièrement en exécution les réglementations comme ébauchées dans le PNAE.

Le Code de l'Environnement prévoit la création d'institutions ayant pour but de fournir une collaboration interministérielle plus efficace en matière de protection de l'Environnement et de renforcer le Code. Ces institutions sont :

- \* une Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) qui vient d'être créée par Décret ;
- \* un Réseau de Réserves Biologiques en proportion avec l'intensification de l'exploitation des sols ;
- \* un Observatoire de la Qualité de l'Air ;
- \* un Fonds National de l'Environnement (FNDE) ;
- \* une Bourse de Déchets.

L'ANDE a pour missions :

- d'assurer la coordination de l'exécution des projets de développement à caractère environnemental ;
- d'effectuer le suivi des projets du PNAE ;
- d'évaluer les projets du PNAE ;
- de veiller à la mise en place et à la gestion d'un système national d'information environnementale ;
- de mettre en oeuvre les conventions internationales dans le domaine de l'environnement ;
- de participer aux côtés des départements ministériels compétents à la recherche de financement du PNAE.

### **8.2.2. Recherche, éducation, et sensibilisation en matière d'environnement**

Le Code de l'Environnement prévoit dans son application la recherche, l'éducation et la sensibilisation en matière d'Environnement. Ainsi, il est du ressort du Gouvernement d'éduquer et de former les communautés locales. Il est aussi demandé aux institutions et établissements publics et privés, chargés de l'éducation, la recherche et l'information, dans les limites de leur expertise, de faire connaître les problèmes environnementaux à travers des programmes adaptés et d'inclure, dans leurs activités, des programmes permettant d'assurer une meilleure connaissance et protection de l'Environnement.

### **8.2.3. Développement urbain**

En vue d'améliorer et/ou de restaurer l'environnement urbain et l'accessibilité aux services de base pour toute la population de base, Le PNAE a établi 6 points d'intervention :

- maîtrise du développement urbain ;
- amélioration d'ensemble du cadre de vie urbain ;
- généralisation de l'accès à l'eau potable ;
- amélioration de la salubrité (assainissement, gestion des déchets, drainage) ;
- amélioration de l'habitat (y compris les quartiers précaires) ;
- prévention des risques naturels et des risques industriels.

Cela devra être fait dans l'objectif d'assurer une meilleure coordination entre les parties intervenant dans l'environnement urbain (autorités locales et nationale) et une meilleure intégration des liens entre la santé, amélioration du cadre de vie et l'environnement dans les programmes de développement urbain.

#### **8.2.4. Gestion de la zone côtière**

L'acuité des problèmes environnementaux liés à la gestion du littoral justifie l'élaboration d'un programme spécifique d'intervention. Les actions qui seront entreprises ou renforcées concernent essentiellement :

- l'acquisition et la gestion de l'information sur la bande littorale ;
- la lutte contre l'érosion côtière ;
- la lutte contre la pollution par les hydrocarbures;
- les travaux d'aménagement intégrant l'assainissement des plages, la protection des sites touristiques et l'amélioration des conditions de vie des populations côtières.

Ces actions conduiront à d'autres actions plus spécifiques qui sont :

- réalisation de la carte topographique de la bande littorale de la Côte d'Ivoire ;
- établissement d'un système d'information environnementale de la zone, basé sur des références géographiques ;
- établissement d'une base de données hydrobioclimatiques pour des stations côtières ;
- estimation des modifications de la qualité des eaux qu'entraînent les déversements des eaux usées agricoles et urbaines et les effets des crues ;
- établissement de bilans qualitatifs et quantitatifs des apports fluviaux particuliers et dissous dans les lagunes ;
- estimation, d'une part, du rôle des ouvrages hydroélectriques dans la rétention des flux solides qui n'arrivent plus aujourd'hui à la mer et, d'autre part, la sédimentation qui ne participe plus à l'engraissement du littoral dans la zone où l'érosion côtière est très active ;
- réduction ou contrôle du processus de l'érosion côtière par la construction d'ouvrage de protection et de défense comme les brise-lames.
- organisation de campagnes intensives de recensement et de mesure des sources de pollution;
- mise en place de dispositifs de protection et de réhabilitation des sites perturbés et d'exploitation rationnelle des ressources.

#### **8.2.5. Préservation de la biodiversité**

Ce programme constituera essentiellement au renforcement des actions déjà entreprises par le Gouvernement, à savoir :

la conservation et l'enrichissement du patrimoine forestier (mission confiée à la SODEFOR) et la promotion rationnelle des aires protégées, incluant l'exploitation des potentialités écotouristiques de la Côte d'Ivoire.

Les nouvelles actions à entreprendre concernent l'inventaire et l'étude des ressources naturelles (espèces végétales et fauniques) et des écosystèmes de la Côte d'Ivoire.

#### **8.2.6. Gestion intégrée des ressources en eau**

Il est nécessaire dans ce programme d'étudier, dans un cadre de concertation approprié, les conditions de la mise en place d'un instrument institutionnel chargé de la définition et de l'application d'une politique nationale de l'eau. Pour cela un Code de l'Eau est en train d'être élaboré. Dans ce programme de gestion des ressources en eau, il est question de :

- la mise en place d'un système national d'observation du cycle hydrologique ;
- la mise en place d'un réseau national d'observation de la qualité des eaux ;
- élaboration et mise en oeuvre d'un plan directeur de gestion intégrée des ressources en eau.

#### ***8.2.7. Gestion des ressources énergétiques***

L'objectif de ce programme est de satisfaire la demande en énergie tout en préservant l'environnement (réduction des émissions de gaz à effet de serre, des pollution et du déboisement) par :

- la maîtrise de la demande énergétique ;
- l'amélioration de l'efficacité des utilisations finales ;
- l'accélération de la transition des modes de consommation énergétiques ;
- l'amélioration de la gestion des combustibles ligneux ;
- le développement des énergies nouvelles et renouvelables.

#### ***8.2.8. Gestion de l'information environnementale***

Un certain nombre d'institutions en Côte d'Ivoire (comme le Centre de Cartographie et de Télédétection - CCT, le Comité National de Télédétection et d'Information Géographique - CNTIG) et des projets qui ont développé leurs systèmes d'information environnementale. Mais dans le domaine de la gestion de l'environnement, on ne dispose pas encore d'un système de base de données collectées, traitées et mise à la disposition des utilisateurs finaux en un point central. Ainsi, ce programme est basé sur le renforcement institutionnel, la mise en réseau des systèmes d'information environnementale et géographique existants et élaboration d'un compte de Patrimoine Naturel ("Comptabilité Verte"). Il sera d'une grande utilité pour les décideurs dans la planification environnementale à long terme.

*Tableau récapitulatif*

| Activités  | Problèmes   | Actions                          |
|--|---|----------------------------------|
| Etablissements humains<br>contrôle de<br>usées, ordures ménagères, brûlis)   | Rejets domestiques (eaux<br>la qualité des produits.  | Sensibilisation des populations; |
| Pêche, aquaculture<br>place d'un<br>rejets de poissons à taille non<br>commerciale ; conservation et<br>commercialisation des produits de<br>la pêche. | Surexploitation ; conflits entre pêcheurs,<br>schéma directeur ; Evaluation des<br>ressources ; lutte contre les problèmes de<br>pêche aux produits toxiques  | Sensibilisation ; mise en        |
| Tourisme<br>plan d'occupation<br>du sol . Réglementation<br>concernant les écosystèmes   | Betonisation du littoral .camping<br>sauvage  | Respect du                       |
| Exploitation des ressources<br>d'extraction.<br>minérales en vigueur<br>Etablissement de normes  | Non application de la réglementation<br>Vulgarisation des marais salants.   | Respect des zones                |
| Transport maritime<br>réglementation.<br>Information . Sensibilisation des pêcheurs  | Rejets en mer . sécurité de la navigation<br>.Déballastage des navires  | Respect du                       |
| Construction et dragage<br>d'impact. suivi   | Construction portuaires.<br>Barrages hydroélectriques.<br>Intrusion saline  | Etude                            |
| Agriculture<br>du défrichage anarchique.<br>Renforcement des travaux de<br>réglementation. Reboisement. Foyer<br>amélioré Aquaculture.                 | Intensification de l'agriculture .<br>Problèmes d'intrants. Drainage.<br>Salification . Acidification des sols.<br>Conflits agriculteurs -éleveurs. Rabattement<br>des paysans vers les activités de rente.<br>Déforestation. | Arrêt                            |
| Industries<br>Effluents non traités.<br>Emissions. atmosphériques  | Incitation des industries à respecter l'eau,<br>la réglementation, les normes   |                                  |

## BIBLIOGRAPHIE

Abe J. and K. Affian , 1993 - Morphology and Tourist Infrastructures of the Ivorian Coasts. Wong P. P. (éd.); Tourism V Environment, Case for Coastal Areas, pp. 99-108. Kluwze Academic Publishers, The Netherlands.

Abe J. and S. Bakayoko, 1995 - Integrated Management for a Sustainable Development of Coastal and Marine Areas in Côte d'Ivoire : a tentative approach. Travaux d'AFRICA GIS'95; Abidjan, March 1995; pp. 561-565.

Amon Kothias J. B.; 1981 - La consommation de poisson frais en lagune Ebrié. Doc. Sc. Centr. Rech. Océanogr. 12(2) : 1-27. Banque Africaine de Développement, Côte d'Ivoire Profile Environnemental, Séries de Document de Travail sur l'Environnement et la Politique Sociale -Doc. de Travail No. 4.

Institut Nationale de la Statistique; 1996 - Annuaire statistique des ressources animales N°2. Abidjan, Côte d'ivoire.

Institut Nationale de la Statistique; 1997 - Memento chiffre de la Côte d'Ivoire 1985-1995. Abidjan, Côte d'ivoire.

Kouakou J. K.; 1991 - La réglementation des pêches et les difficultés de sa mise en oeuvre. Rapport du séminaire ivoiro-américain sur le contrôle et la surveillance des pêches. Abidjan, Côte d'Ivoire.

Ministère de l'Environnement et du Tourisme de Côte d'Ivoire, Juin 1995, Plan d'Action Environnementale de la Côte d'Ivoire : 1996 - 2010, Tome II, Côte d'Ivoire.

Ministère de l'Environnement, de la Construction et de l'Urbanisme de Côte d'Ivoire, 1992, Etat de l'Environnement en Côte d'Ivoire, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Ministère du Logement, du Cadre de Vie et de l'Environnement de Côte d'Ivoire, 1994, Conventions internationales en matière d'environnement : le point des ratifications par la Côte d'Ivoire.

Ministère du Logement, du Cadre de Vie et de l'Environnement de Côte d'Ivoire, 1996, Décret No. 96-894 du 08 Novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'étude d'impact environnemental des projets de développement, Côte d'Ivoire.

Ministère du Logement, du Cadre de Vie et de l'Environnement de Côte d'Ivoire, 1996, Loi No. 96-766 du 03 Octobre 1996 portant Code de l'Environnement, Côte d'Ivoire.

Ministère du Logement, du Cadre de Vie et de l'Environnement de Côte d'ivoire, 1996, le Livre Blanc de l'Environnement de la Côte d'Ivoire, Tome I, Côte d'Ivoire.

Verstraete J. M., J. Picaut, 1983 - Variations du niveau de la mer, de la température de surface et des hauteurs dynamiques le long de la côte Nord du Golfe de Guinée. Océanogr. Trop., 18, 2, 139-162.

## **BASES DE L'ACTION**

Les besoins spécifiques des régions côtières et des petites îles sont mis en relief dans des recommandations et des plans d'action formulés par de grandes conférences intergouvernementales.

Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (Rio de Janeiro, 1992)

La Déclaration de Rio et l'Action 21 préconisent le recours à la gestion intégrée des côtes comme principe d'action.

- Convention sur la Diversité Biologique (en vigueur depuis 1993)

Les objectifs et les accords visent la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité, le partage des profits et l'accès à l'information et à la technologie.

- Conférence mondiale des Nations Unies sur la mise en valeur durable des petits Etats insulaires en développement (La Barbade, 1994)

Ces Etats sont considérés comme particulièrement exposés aux dangers et aux pressions du développement en raison de leurs petites dimensions et de leur isolement.

- Sommet Mondial du Développement Social (Copenhague 1995)

Il officialise le principe selon lequel le développement économique et social, d'une part et la préservation de l'environnement, de l'autre, sont des objectifs complémentaires.

- Programme d'Action Mondial pour la Protection du milieu Marin contre la Pollution due aux activités terrestres (Washington, 1995)

Il précise les principales menaces que font peser les activités déployées dans le milieu terrestre sur la santé, la productivité et la biodiversité du milieu marin.

- Conférence des Nations Unies sur les Etablissements Humains (Istanbul, 1996)

Elle entérine les objectifs et les recommandations universels garantissant un abri adéquat pour tous et la nécessité de rendre les établissements humains plus sûrs, sains, équitables et durables.

- Sommet Mondial de l'Alimentation (Rome, 1996)

Prenant acte du fait que ses millions de personnes ne peuvent satisfaire leurs besoins nutritionnels de base, la Déclaration sur la Sécurité Alimentaire Mondiale réaffirme le droit universel à une vie à l'abri de la faim.